

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 OCTOBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/569		
PROTOCOLE D'ACCORD PREALABLE A ECHANGE FONCIER EN VUE DE LA REALISATION ANTICIPEE DE TRAVAUX D'URGENCE POUR RETABLIR L'ADDUCTION D'EAU DE LA METROPOLE EN PARCELLE PRIVEE CADASTREE SECTION H N°114 A FLASSANS-SUR- ISSELE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/569

BUREAU DU 3 OCTOBRE 2022

O B J E T : PROTOCOLE D'ACCORD PREALABLE A ECHANGE FONCIER EN VUE DE LA REALISATION ANTICIPEE DE TRAVAUX D'URGENCE POUR RETABLIR L'ADDUCTION D'EAU DE LA METROPOLE EN PARCELLE PRIVEE CADASTREE SECTION H N°114 A FLASSANS-SUR-ISSOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/07/1 du 15 juillet 2020 portant élection du Président,

VU la délibération n°20/11/228 du 10 novembre 2020 portant sur le transfert des biens immeubles dévolus à la compétence Eau Potable notamment entre la Commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Procès-Verbal signé le 22/02/2021 listant les biens ainsi transférés par la Commune de Toulon à la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le diagnostic-structure réalisé sur le pont-canal sis sur la parcelle cadastrée section H n°137 à Flassans-sur-Issole en date du 7 juin 2022,

VU le protocole signé par Mesdames Muriel et Camille BONNAIRE et ESTIVAL-COIFFET, mandataire judiciaire à la protection des majeurs, en date du 5 septembre 2022, autorisant la réalisation par la Métropole des travaux de sécurisation sur la parcelle cadastrée Section H n°114 en anticipation de l'acte authentique d'échange et de servitude qui s'ensuivra,

VU le plan de situation des parcelles cadastrées section H n°114 et 137 à Flassans-sur-Issole,

VU le plan de proposition d'échange et de servitude,

VU le plan de la zone de stockage et de défrichement,

VU le plan de bornage de la parcelle publique cadastrée Section H n°137 proposé en 2017,

VU le dossier de demande d'autorisation de défrichement et le mandat signé par Mesdames BONNAIRE et ESTIVAL-COIFFET précitées,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est compétente en matière de production d'eau potable,

CONSIDERANT que, dans ce contexte, la Métropole Toulon Provence Méditerranée doit réaliser en urgence des travaux de sécurisation sur l'unique conduite de transfert d'eau brute entre la commune de Carcès et l'usine de traitement de La Valette-du-Var (aqueduc Carcès-Toulon), à Flassans-sur-Issole, au lieu-dit La Gariasse,

CONSIDERANT qu'il importe, en effet, de supprimer sans délai le risque de rupture immédiate du pont-canal implanté sur la parcelle publique cadastrée section H n°137 sur le territoire de cette commune, compte-tenu de sa dégradation importante, du danger pour les biens et personnes empruntant le chemin situé sous l'ouvrage et du caractère stratégique de l'adduction supportée par ce dernier,

CONSIDERANT que ces travaux nécessitent de modifier le tracé de l'actuelle adduction et son emprise par la suppression du passage aérien via ce pont-cadre et son remplacement par un passage enterré, via la création d'un siphon en tréfonds de la parcelle privée connexe cadastrée section H n°114, tel que figuré au plan d'échange et de servitude joint,

CONSIDERANT qu'en conséquence et par souci de cohérence foncière, les emprises respectivement créées seront échangées entre les parties par acte authentique,

CONSIDERANT qu'une servitude de passage sur l'emprise à acquérir par la Métropole, après division de la parcelle cadastrée section H n°114, d'une superficie de 521 m² environ, à confirmer par le géomètre et l'assiette du nouveau siphon sera également établie au bénéfice de l'emprise de 655 m² environ, à confirmer par le géomètre, devant être détachée de la parcelle cadastrée section H n°137 et cédée par la Métropole à titre d'échange,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section H n°137 appartenant à la Ville de Toulon est en cours de transfert en pleine propriété à la Métropole, au titre de ses compétences, par acte authentique à ce jour non finalisé,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section H n°114 appartenait à Monsieur Alain BONNAIRE, propriétaire décédé dont la succession est en cours de règlement en faveur de Mesdames Muriel BONNAIRE et Camille BONNAIRE majeure assistée par Madame ESTIVAL-COIFFET, mandataire judiciaire à la protection des majeurs, en vertu d'une mesure de curatelle renforcée, et ce, aux termes d'un acte de notoriété établi le 8 avril 2022,

CONSIDERANT que l'échange foncier et l'institution de la servitude corolaire sont conditionnés par le transfert de propriété en cours de finalisation entre la Ville de Toulon et la Métropole ainsi que par le règlement de la succession de Monsieur BONNAIRE au bénéfice de ses successibles,

CONSIDERANT que cette opération foncière doit également être précédée de formalités préalables indispensables (désaffectation et déclassement de la parcelle publique à céder, bornage, division parcellaire, saisine de la Direction Immobilière de l'Etat) que l'urgence de l'accomplissement des travaux ne permet pas de mener à terme en amont de leur réalisation,

CONSIDERANT que la réitération de l'échange et de la servitude entendus sera ainsi précédée d'une décision complémentaire du Bureau Métropolitain une fois le transfert de propriété intervenu entre la Ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'attestation immobilière établie au bénéfice de Mesdames BONNAIRE,

CONSIDERANT que les travaux à mener imposent en outre le dépôt d'un dossier de défrichement pour instruction auprès des Services de l'Etat après autorisation du propriétaire,

CONSIDERANT qu'au vu de ce contexte et par signature du protocole d'accord, ci-annexé, Mesdames BONNAIRE ont accepté que la Métropole Toulon Provence Méditerranée dépose ce dossier au droit de la parcelle cadastrée section H n°114 et réalise les travaux qui y sont détaillés en anticipation de la réitération de l'échange d'emprises et la constitution corolaire de la servitude de passage à leur bénéfice à intervenir ultérieurement, à l'issue du règlement de la succession en cours et de la passation de l'acte administratif en la forme authentique officialisant le transfert entre la Commune de Toulon et la Métropole,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le protocole ainsi que tous les actes permettant d'exécuter les travaux urgents envisagés sur la parcelle cadastrée section H n° 114 en amont des démarches foncières induites qui y sont détaillées.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer et déposer le dossier de demande d'autorisation de défrichement portant notamment sur la parcelle cadastrée section H n°114 au vu du mandat signé par Mesdames BONNAIRE et ESTIVAL-COIFFET.

ARTICLE 4

DE DIRE que la réitération de l'échange et de la servitude convenus sera précédée d'une décision complémentaire du Bureau Métropolitain, une fois que le transfert de propriété de parcelle cadastrée section H n°137 sera intervenu entre la Ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'attestation immobilière établie au bénéfice de Mesdames BONNAIRE pour ce qui concerne la parcelle cadastrée section H n°114.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération sont inscrits au budget annexe n° 40 de la Métropole TPM, opération 40012 – Opérations Foncières.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 octobre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Protocole d'accord entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le propriétaire de la parcelle cadastrée Section H n° 114 sur la Commune de Flassans-sur-Issole

- **Entre les soussignées :**

Mme Muriel BONNAIRE, Domiciliée 34 Rue de la République, 88340 FLASSANS-SUR-ISSOLE,

Mme Camille BONNAIRE née OBERTI, Demeurant à FLASSANS-SUR-ISSOLE (83340) EHPAD L'ESCANDIHADO 560 Avenue Général de Gaulle, placée sous le régime de la curatelle renforcée des majeurs suivant jugement rendu par le Juge des contentieux de la protection du Tribunal judiciaire de BRIGNOLES en date du 11 mars 2021, assistée par Madame Béatrice COIFFET, demeurant 128 chemin de Pied Roubert (83149) BRAS nommée à cette fonction aux termes d'un jugement rendu le 22 juin 2018,

Successibles de Monsieur Alain BONNAIRE, propriétaire, décédé, de la parcelle Section H n° 114 sur la Commune de Flassans-sur-Issole, en vertu d'un acte de notoriété établi le 8 avril 2022,

Désignées ci-après par « le propriétaire »,

- **Et le Maître d'Ouvrage :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège situé 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9, représenté par son Président Monsieur Hubert FALCO.

Désigné ci-après par « La Métropole T.P.M. »

I. CONTEXTE DU PROTOCOLE ET DE L'OPERATION DE TRAVAUX D'URGENCE :

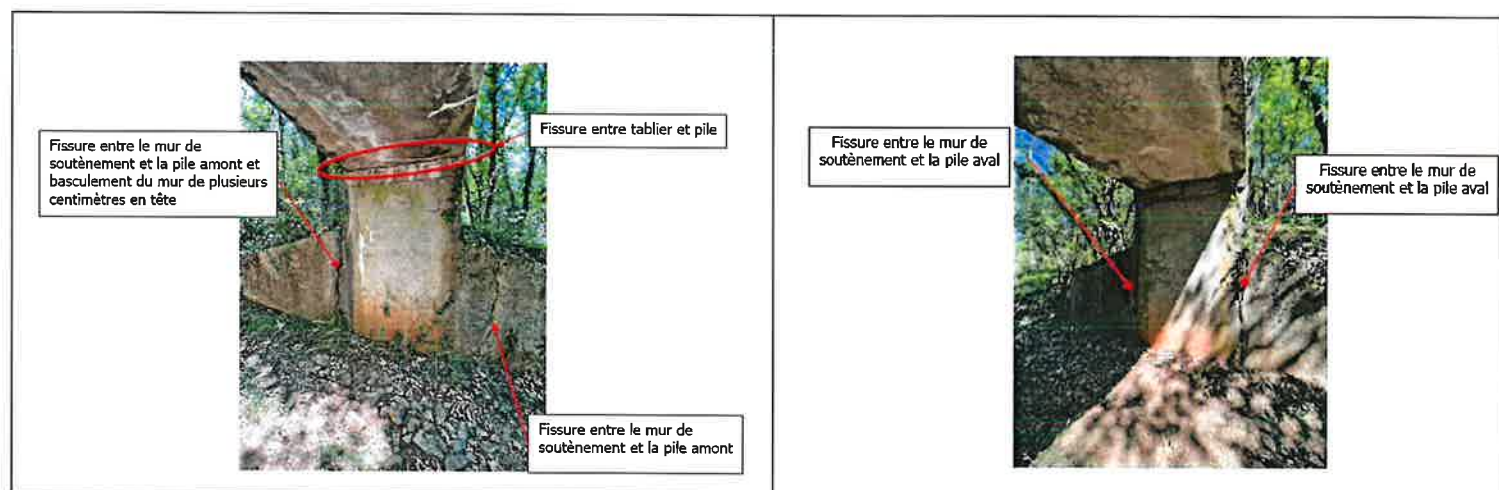
L'aqueduc alimentant en eau la Métropole de Toulon Provence Méditerranée relie le lac de Carcès à l'usine de traitement d'eau potable de La Valette. Cet ouvrage construit dans les années 1930 et implanté sur la parcelle publique cadastrée Section H n° 137 sur la commune de Flassans-sur-Issole, borde, côté Sud, la parcelle cadastrée Section H n° 114 et surplombe la voie desservant cette dernière. Sur ce tronçon, l'aqueduc présente une partie aérienne avec un ouvrage dit pont-cadre.

Le pont-cadre dénommé également pont-canal est un ouvrage en béton armé il est constitué d'un tablier de 30 cm d'épaisseur environ et de pieds droits en béton armé. Il permet un passage libre de 2.88 m de largeur pour une hauteur de 2.72 m.

Des désordres importants menaçant la stabilité de cet ouvrage ont été détectés, déclenchant en urgence la réalisation d'un diagnostic structure de l'ouvrage réalisé le 7/06/2022.

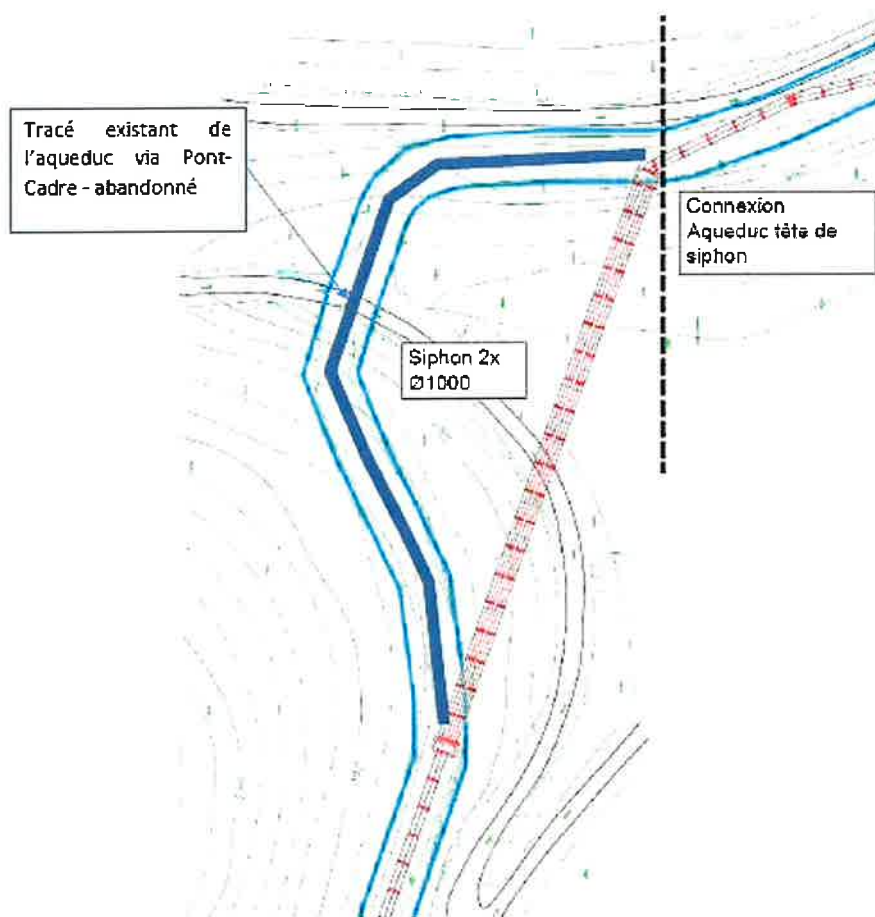


Le diagnostic joint en ANNEXE 1 de la présente convention met en avant des fissurations importantes sur les culées, des défauts de stabilité des piliers et concluant à un **risque avéré et immédiat de rupture de cet ouvrage**.



Compte tenu de la dégradation importante de l'ouvrage constaté (rupture immédiate), des risques encourus pour les biens et personnes empruntant le chemin sous l'ouvrage et du fait du caractère stratégique de l'adduction (unique conduite de transfert d'eau brute faisant transiter l'eau du Lac de Carcès vers l'usine d'eau potable de la Valette du Var) supportée par cet ouvrage, **des travaux d'urgence de sécurisation doivent être réalisés sans délai**. Ces travaux vont consister à modifier le tracé actuel de l'adduction d'eau brute Carcès – La Valette, par la suppression du passage aérien via le pont-cadre et son remplacement par un passage enterré via la création d'un siphon. Ces travaux nécessitent de modifier le tracé de l'actuelle adduction et son emprise.

Voir schéma de principe ci-après :



II. OBJETS DU PROTOCOLE D'ACCORD :

Au regard des éléments présentés ci-avant, de la nécessité d'intervenir **en urgence** sur la sécurisation des ouvrages (adduction et pont canal), le présent protocole porte sur :

- Une proposition d'un échange d'emprises de surfaces quasi identiques, et donc sans soulte, entre les parcelles cadastrées Section H n° 114 pour partie (environ 521 m², teinte rose sur le plan en annexe 2) et H n° 137 pour partie (environ 655 m², teinte jaune sur le plan en annexe 2) appartenant à la Ville de Toulon en cours de transfert à la Métropole Toulon Provence Méditerranée afin de permettre la dérivation de l'ouvrage d'adduction d'eau brute et supprimer le risque de rupture du pont, comme figuré au plan joint en ANNEXE 2, à confirmer par le document d'arpentage qui sera établi par géomètre.

A noter que ce plan sur le projet d'échange (annexe 2) est dressé sur la base du plan de bornage (annexe 3) proposé en 2017 pour rétablir les limites réelles de la parcelle acquise par la Commune de Toulon en 1934 par voie d'expropriation et aujourd'hui cadastrée Section H n° 137. Une mise à jour de ce plan de bornage est en cours d'établissement par le géomètre actuel de la Métropole TPM à fin de nouvelle proposition de signature de cette reconnaissance de limites, préalable indispensable au détachement des emprises à échanger.

Les frais liés à ces opérations (bornage, document d'arpentage, piquetage, frais liés à l'acte notarié constatant l'échange) étant intégralement pris en charge par la Métropole TPM.

- Une proposition de servitude de passage au bénéfice du propriétaire de la parcelle H n° 114 sur l'ensemble de l'emprise de la future dérivation de l'ouvrage d'adduction (zone hachurée en rouge sur le plan joint en ANNEXE 2);
- L'autorisation d'engager les travaux d'urgence et de stockage induit au bénéfice de la Métropole TPM compétente en matière d'eau potable, en anticipation de la réitération de l'acte authentique d'échange. Cette autorisation anticipée étant formalisée entre les parties à travers la signature du présent protocole d'accord ;
- Une demande d'autorisation de défrichement de 7a 75ca (m2) sur une partie de la parcelle cadastrée Section H n° 114 (selon plan joint en ANNEXE 4). Cette autorisation étant formalisée par la signature d'un mandat de défrichement joint en ANNEXE 5, à remplir par le propriétaire ;
- Une demande de mise à disposition temporaire pour les besoins de stockage du chantier d'une surface de 1962 m² (Plan joint en ANNEXE 6) sur la parcelle cadastrée Section H n° 114, limitée à la durée des travaux d'urgence pour une durée limitée à 7 mois (délai courant à compter de la date de démarrage des travaux prévue au 1/11/2022). Cette autorisation étant formalisée entre les parties à travers la signature du présent protocole d'accord et du plan joint en annexe 6.

III. CONSISTANCES DES TRAVAUX D'URGENCE :

a. TRAVAUX DE CREATION DU SIPHON SUR LA SURFACE A ACQUERIR PAR LA METROPOLE TPM – PARCELLE H N°114 POUR PARTIE :

- Débroussaillage et création de la piste de chantier sur 7 m de large,
- Terrassement de fouilles en tranchée à l'engin mécanique,
- Blindage des parois de la tranchée au-delà de 1.20m de profondeur,
- Etalement éventuel des réseaux découverts, Epuisement éventuel du fond de fouille,
- Evacuation des déblais en filière appropriée,
- Purge du terrain d'assise.
- Pose de la canalisation, remblaiement et remise en état :
- Mise en œuvre de matériaux pour la construction du lit de pose et de l'enrobage de la canalisation,
- Mise en place de 2 canalisations (de diamètre DN 1000) avec 60cm de couverture minimum au-dessus de la génératrice supérieure,
- Remblaiement de la fouille,
- Compactage des remblais,
- Mise en place d'un grillage avertisseur,
- Remise en état des lieux. (Tous les équipements et matériaux dégradés durant les travaux ou durant la période de stockage feront l'objet d'un remplacement à l'identique aux frais de l'entreprise en charge des travaux).

b. TRAVAUX D'ENLEVEMENT DES ANCIENS OUVRAGES SUR LA SURFACE A RETROCEDER PAR LA METROPOLE TPM, PARCELLE H N° 137 POUR PARTIE – CONDITIONS DE L'ECHANGE :

Après la création du siphon, la métropole s'engage à démolir et mettre en sécurité les ouvrages de l'aqueduc existant et présents sur la surface à rétrocéder. Ces travaux à la charge exclusive de la Métropole TPM comprendront :

- Travaux de débroussaillage pour permettre l'accès aux engins sur l'emprise de la parcelle appartenant à ce jour à la Métropole,
- Démolition de la dalle supérieure, des voiles de l'aqueduc jusqu'à 10 cm sous le niveau du terrain naturel,

- Démolition du pont-cadre,
- Evacuation des déblais,
- Remblaiement du site et reprise des talus à 3/2 maximum de part et d'autres de l'ancien aqueduc
- Remise en état des lieux.

IV. ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER (EN PARTICULIER ZONE DE STOCKAGE) :

- Un constat d'huissier sera effectué aux frais de T.P.M. afin de consigner par écrit et support graphique (photos), et en accord avec le propriétaire, l'état initial de la zone concernée par les travaux et environnant.
- T.P.M. s'engage à rendre, en fin de travaux, la zone concernée en son état initial, excepté les éventuelles modifications dues aux particularités prises en accord avec le propriétaire et consignées dans le présent protocole (emprises échangées, conditions développées ci-avant).
- L'implantation des nouveaux ouvrages sera matérialisée par traçage avant le début des travaux.
- La zone de travaux sera isolée par une clôture de chantier réglementaire.
- Le maître d'œuvre s'engage à être présent à toutes les réunions de chantiers, du début des travaux jusqu'à la remise en état de la parcelle, afin de garantir au propriétaire susnommé le respect des dispositions prévues par le présent protocole.

V. CONDITIONS DE LA SERVITUDE ACCORDEE PAR LA METROPOLE AU BENEFICE DU PROPRIETAIRE DE LA PARCELLE H N°114 :

La Métropole consent, comme corolaire de l'échange, une servitude de passage sur l'intégralité de l'emprise échangée de 521 m² (zone hachurée en rouge sur le plan en annexe 2) au bénéfice de la parcelle cadastrée Section H n° 114. Cette servitude est assortie des engagements du respect, par les propriétaires actuels et successifs de la parcelle H n° 114 que leurs locataires éventuels, des engagements suivants :

- ne réaliser aucune construction sur l'emprise de la servitude consentie ;
- s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation de la canalisation et à n'entreprendre aucune opération de construction, de plantation ou exploitation qui soit susceptible d'endommager la canalisation ;
- n'effectuer aucune plantation d'arbre à fort développement racinaire;
- indiquer par écrit, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de la parcelle grevée, au nouvel ayant droit, ladite servitude et à mettre expressément à sa charge, dans l'acte de cession, l'obligation de respecter la servitude en ses lieux et place;
- en cas de changement d'occupant de la parcelle, informer le nouvel occupant de l'existence de la servitude et à mettre expressément à sa charge l'obligation de respecter la servitude en ses lieux et places.
- A ne pas passer au-dessus des canalisations enterrées avec des engins de plus de 26T sauf dérogation exceptionnelle.

VI. ECHANGE FORCIER ET SERVITUDE :

Le propriétaire s'engage à :

- Autoriser le démarrage des travaux d'urgence de sécurisation de l'adduction d'eau brute au bénéfice de la Métropole TPM compétente en matière d'eau potable, en anticipation de la réitération de l'acte authentique d'échange;
- Autoriser le défrichement de 7a75ca (m2) de la parcelle H n° 114 conformément au plan joint annexe 4, à travers la signature du mandat de défrichement joint en annexe 5 et du plan annexe 4 ;
- Autoriser la mise à disposition temporaire pour les besoins de stockage du chantier d'une surface de 1962 m² (Plan joint annexe 6) sur la parcelle H n° 114. Cette autorisation est limitée à la stricte durée des travaux pour une durée de 7 mois (délai courant à compter de la date de démarrage des travaux prévue au 1/11/2022) à travers la signature du présent protocole et du plan annexe 6 ;
- Réitérer le présent protocole d'accord par acte administratif ou notarié à 1^{ère} demande de la Métropole TPM concernant l'échange et la servitude associée.

Les frais de cette régularisation seront à la charge exclusive de la Métropole TPM.

Lu et approuvé,

à Bras , le 05/09/2022

Mme Camille BONNAIRE née OBERTI

à TOULON , le

Le président de T.P.M.,

Béatrice ESTIVAL-COIFFET
Mandatitaire Judiciaire
à la Protection des Mineurs
Chemin de Pied Roubert
83149 BRAS
N° SIRET 535 302 230 0001 /

Et

Hubert FALCO

à , le

Mme Muriel BONNAIRE,

Pièces Jointes :

- ANNEXE 1 - Rapport diagnostic structure pont cadre adduction
- ANNEXE 2 - Plan d'échange et de servitude
- ANNEXE 3 - Plan de bornage proposé en 2017 (mise à jour pour nouvelle proposition de signature en cours)
- ANNEXE 4 - Plan surface défrichement H n° 114
- ANNEXE 5 - Mandat de défrichement à compléter et signer
- ANNEXE 6 - Plan mise à disposition temporaire - zone de stockage

AQUEDUC DE CARCES – SECTEUR FLASSANS

**MAITRE D'OUVRAGE
MTPM**

Hôtel de la Métropole
107 bd Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9

**BUREAU D'ETUDES STRUCTURE
SARL ETUDE PILOTAGE
REALISATION**

153 rue Charles Lejeune
83100 TOULON

**INGENIERIE ENVIRONNEMENTALE
CABINET MERLIN AGENCE
PROVENCE**

110 avenue de la Coriandre
13600 LA CIOTAT

MISSION DE DIAGNOSTIC STRUCTURE D'UNE PARTIE DE L'AQUEDUC FORMANT UN PONT-CADRE



Bureau d'Études Techniques
Maîtrise d'œuvre

Tél. 04 94 23 97 23
epr@bet-epr.fr

DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE

Table des matières

1	MISSION	3
2	Description de l'ouvrage	3
3	Description des désordres	6
4	ANALYSE DES DESORDRES ET ORIGINE DES DESORDRES	11
4.1	Les microfissures	11
4.2	Fissure horizontale de la culée amont	12
4.3	Les murs de soutènement	13
5	REMEDES	13

DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**1 MISSION**

Le bureau d'études EPR est missionné par MTPM afin de réaliser un diagnostic structure de la zone de l'aqueduc formant un "pont-cadre" dans le secteur de Flassans sur Issole (83340).

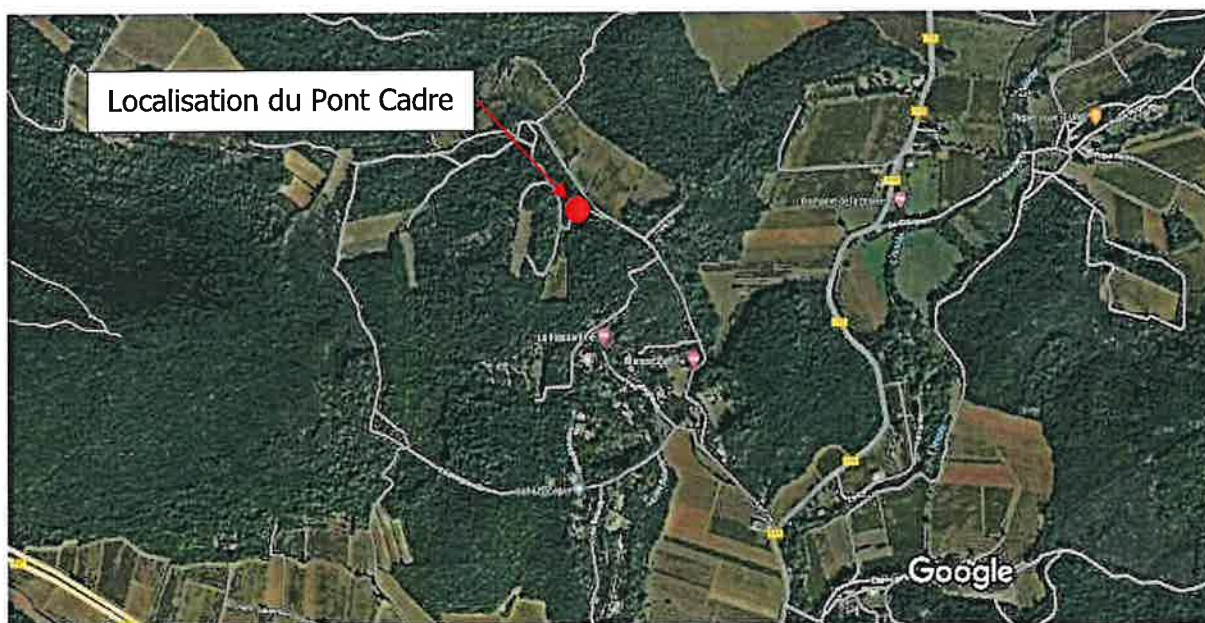
Notre mission comprend :

- ✓ Reconnaissance visuelle (sans sondage) à partir d'une visite sur site
- ✓ Rapport de diagnostic structure précisant l'état général de l'ouvrage, le type de travaux ou d'investigations à engager et leur niveau d'urgence.

2 Description de l'ouvrage

L'ouvrage pont cadre permet le passage de l'aqueduc au-dessus d'une piste en terre qui part de la route La Tine prenant elle-même son origine sur la D13.

Dans la suite du rapport nous appellerons zone Amont la zone du pont située côté Carcès, et zone Aval, la zone située côté Flassans sur Issole.



Le pont est en béton armé il est constitué d'un tablier de 30 cm d'épaisseur environ et de pieds droits en béton armé.

Il permet un passage libre de 2.88 m de largeur pour une hauteur de 2.72 m.

DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE

La hauteur du cadre qui transporte l'eau et du tablier est d'environ 1.75 m. La largeur de l'aqueduc est de 1.60m.

Dans cette partie, l'aqueduc est un cadre en béton armé fermé sur 4 cotés qui a été modifié au cours du temps : construction dans les années 1930 puis rehaussement des parois d'environ 50 cm dans les années 1960.

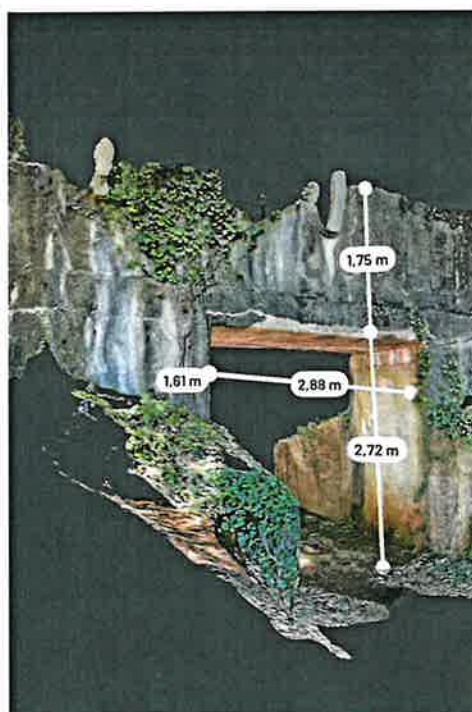
De part et d'autre de l'ouvrage les culées sont prolongées par de petits murs de soutènement qui permettent la tenue d'un remblais coté aqueduc vis-à-vis de la piste.

Le tablier et les culées semblent solidaires, on ne voit aucune trace d'un appui glissant ou de plaque de glissement entre les deux parties d'ouvrage.

Ci-dessous est présenté un scan 3D de la partie de pont mentionnant les cotes de passage.



DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE

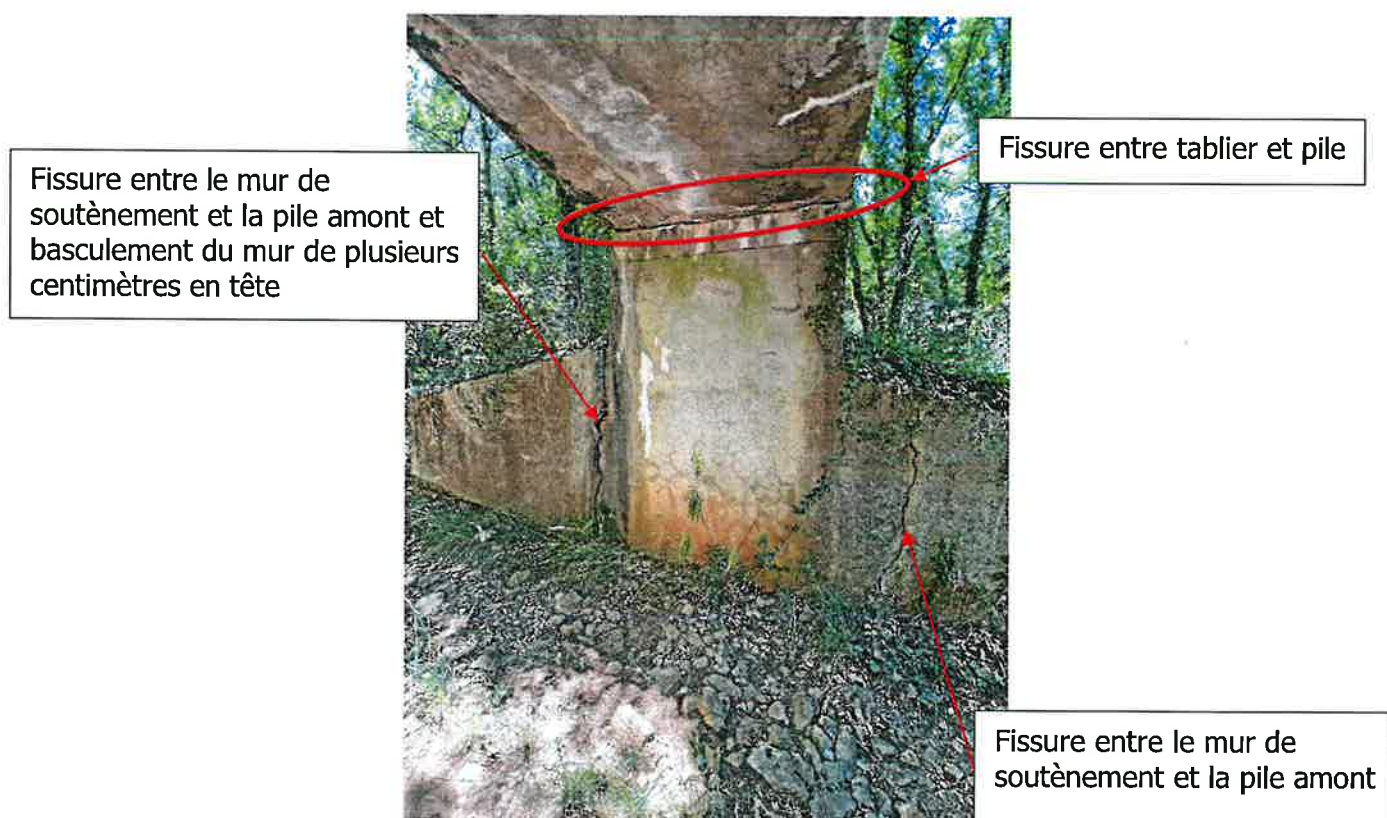


DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**3 Description des désordres****Culée Amont :**

On relève sur la culée Amont une fissure horizontale qui prend naissance sous le tablier et se prolonge sur 5 à 6 m vers l'amont. Cette fissure est visible des deux côtés de la pile. Elle mesure environ 15 mm au droit de la jonction tablier/pile puis se réduit pour disparaître au bout de 5 à 6 m en remontant vers l'amont.

Des petits murs de soutènement supportent un remblais coté aqueduc vis-à-vis de la piste. Ces murs présentent une fissure verticale de rupture avec la culée et une inclinaison de la partie haute indiquant une déformation sous la poussée des terres

On relève par ailleurs de nombreuses microfissures sur toutes les faces de l'ouvrage.



DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE

Détail de la fissure horizontale



Vue d'ensemble de la fissure horizontale

Culée Aval :

On relève sur la culée Aval une microfissure horizontale qui prend naissance sous le tablier et se prolonge sur plusieurs mètres vers l'aval. Cette fissure est visible des deux côtés de la pile, elle est bouchée par une trace de calcaire.

De même qu'à l'amont, de petits murs de soutènement supportent un remblais coté aqueduc vis-à-vis de la piste. Ces murs présentent une fissure verticale de rupture avec la culée et une petite inclinaison de la partie haute indiquant une déformation sous la poussée des terres

DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE

Microfissures bouchées par le calcaire



Fissure entre le mur de
soutènement et la pile aval



Fissure entre le mur de
soutènement et la pile aval

DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE

On relève par ailleurs de nombreuses microfissures désorganisées sur toutes les faces de la pile.

Le tablier et l'aqueduc :

L'aqueduc est un ouvrage de type cadre il n'y a aucune discontinuité au niveau de la partie en pont.

Le tablier en béton semble avoir une épaisseur de 30 cm environ. On trouve en sous face une couche d'enduit relativement épaisse de l'ordre de 3 à 4 cm et pour partie décollée de la sous face béton.

On peut voir en sous face des traces de calcaire sur l'enduit et le béton, témoin d'un défaut d'étanchéité de l'ouvrage.



Vue de la sous face du tablier : traces de calcaire et décollement de l'enduit

DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE

L'aqueduc en cadre présente lui aussi de nombreuses petites fissures avec des traces de calcaires :



Vue des fissures sur la conduite en cadre de l'aqueduc

On trouve en partie supérieure une dalle de fermeture et un système de « pincés en béton » servant très certainement à maintenir les parois.



DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE

La dalle de couverture est fortement fissurée et cassée par endroit ce qui permet aux débris et déchets de passer dans la conduite.



Vue de la dalle de couverture une zone cassée

4 ANALYSE DES DESORDRES ET ORIGINE DES DESORDRES

Les désordres observés sont de nature très différente :

- Sur l'ensemble des ouvrages on relève des microfissures liées soit à des mouvements différentiels du cadre soit au vieillissement de l'ouvrage soit à la pénétration de racines dans le cadre.
- Sur l'ouvrage cadre on relève une fissure structurelle de la culée Amont qui a été décrite précédemment.
- Les murs de soutènement dans le prolongement des culées sont en train de basculer.

4.1 Les microfissures

Les microfissures observées concernent tous le cadre aqueduc et ne semblent pas en lien avec la présence du pont cadre. En effet nous avons pu observer les mêmes pathologies sur plusieurs dizaines de mètres en amont et en aval du pont.

Ces fissures sont source de micro-fuites de l'aqueduc, mais ne remettent pas en question la solidité de l'ouvrage.

DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE**4.2 Fissure horizontale de la culée amont**

Cette fissure précédemment décrite montre une rupture entre la culée et le tablier de l'aqueduc.

D'après la forme de cette fissure il apparaît que la culée subit un tassement avec mouvement de rotation qui désolidarise la culée du tablier selon le schéma ci-dessous :



La conséquence de cette rupture est que la portée du tablier augmente de façon considérable puisque la culée amont n'est plus solidaire du tablier. Le tablier prend donc appui à l'extrémité amont de la fissure.

A l'origine la portée du tablier était la suivante :



DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE

Actuellement la portée du tablier est la suivante :



Il y a donc un risque important de rupture du tablier qui croît avec le développement de la fissure.

La conséquence pourrait être une rupture brutale de l'ensemble du tablier soit lors d'un épisode de forte sécheresse créant un nouveau tassement de la culée et un allongement de la fissure, soit lors d'une mise en charge plus importante de l'aqueduc (augmentation du volume d'eau transporté)

A ce stade, il est impossible de se prononcer sur un délai ou une probabilité de rupture.

Le risque de rupture est avéré et immédiat.

4.3 Les murs de soutènement

Les 4 murs de soutènement qui accompagnent les culées amont et aval sont cassés et désolidarisés des culées.

Ces murs ont de toute évidence été mal dimensionnés avec très certainement une insuffisance de fondation.

5 REMEDES

A très court terme, il nous paraît judicieux de reconstituer un appui au droit de la culée afin de réduire la portée du tablier pour revenir à la situation d'origine.
Une solution rapide pourrait être un étalement du tablier contre la culée amont avec la mise en place de jambes de force.

A noter que cette solution réduira la largeur de passage sous le pont qui n'est que de 2.90m actuellement.

DIAGNOSTIC STRUCTURE PONT-CADRE



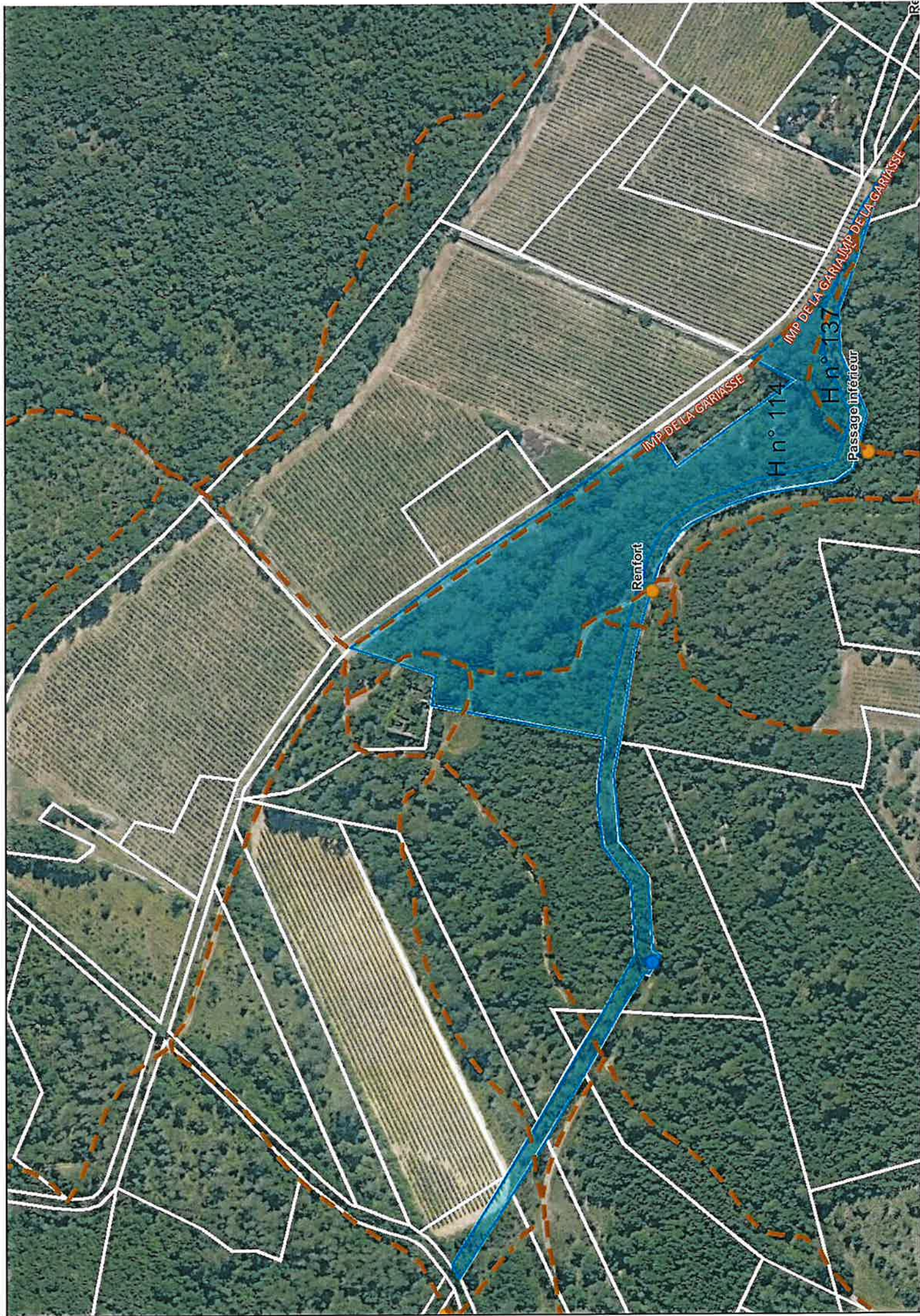
Projet d'étalement contre la culée amont.

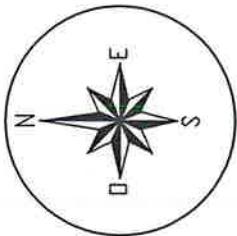
A moyen terme il conviendra de procéder à des investigations plus poussées au niveau de l'assise des culées par un mission géotechnique de type G5. Puis de rechercher des solutions de stabilisation des culées pour remettre en charge le tablier : micropieux, injection de résine ou une réfection de l'ouvrage à neuf.

Pour EPR, le Gérant,



Frédéric MOULIUS Ingénieur ETP





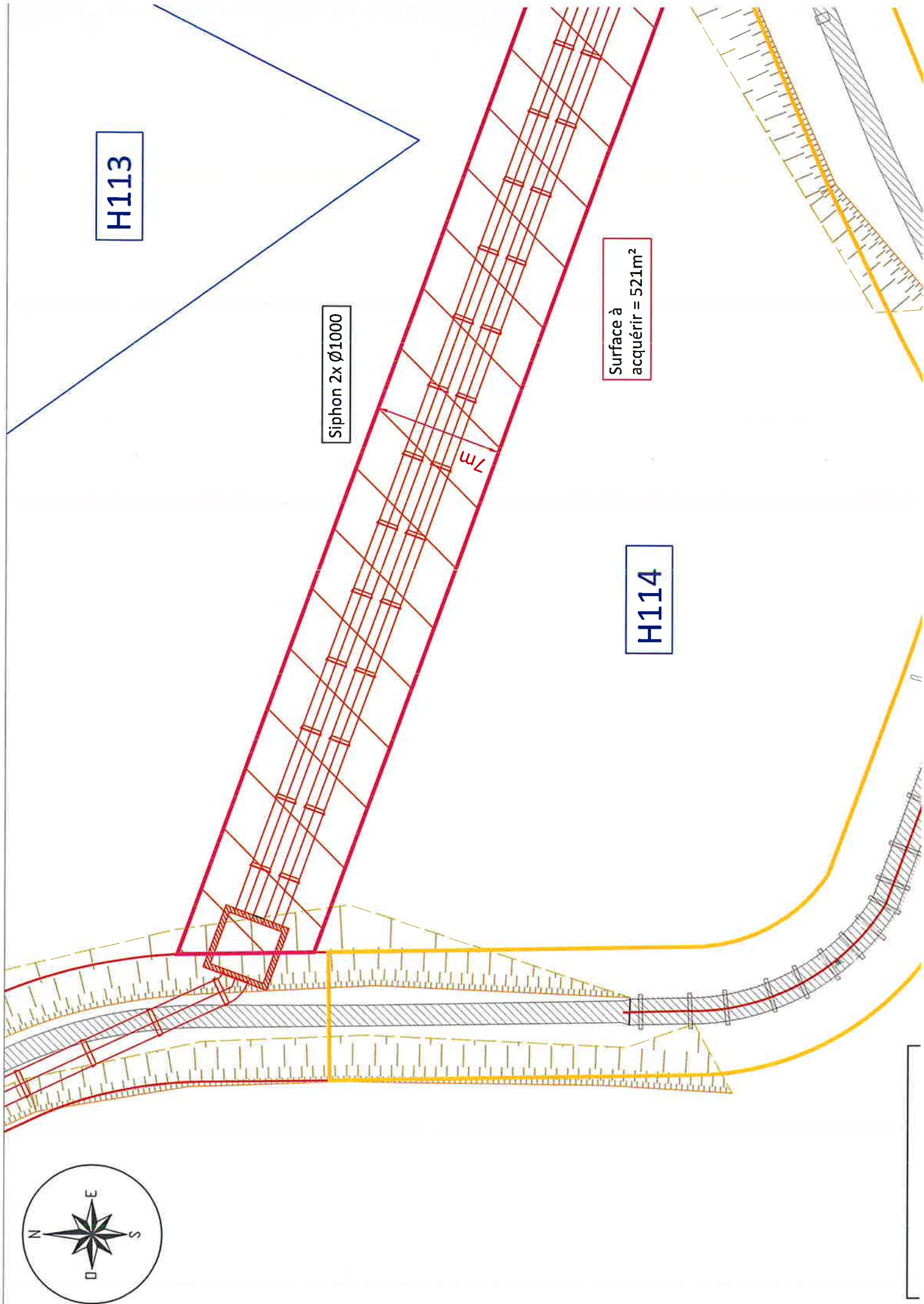
H1113

Siphon 2x Ø1000

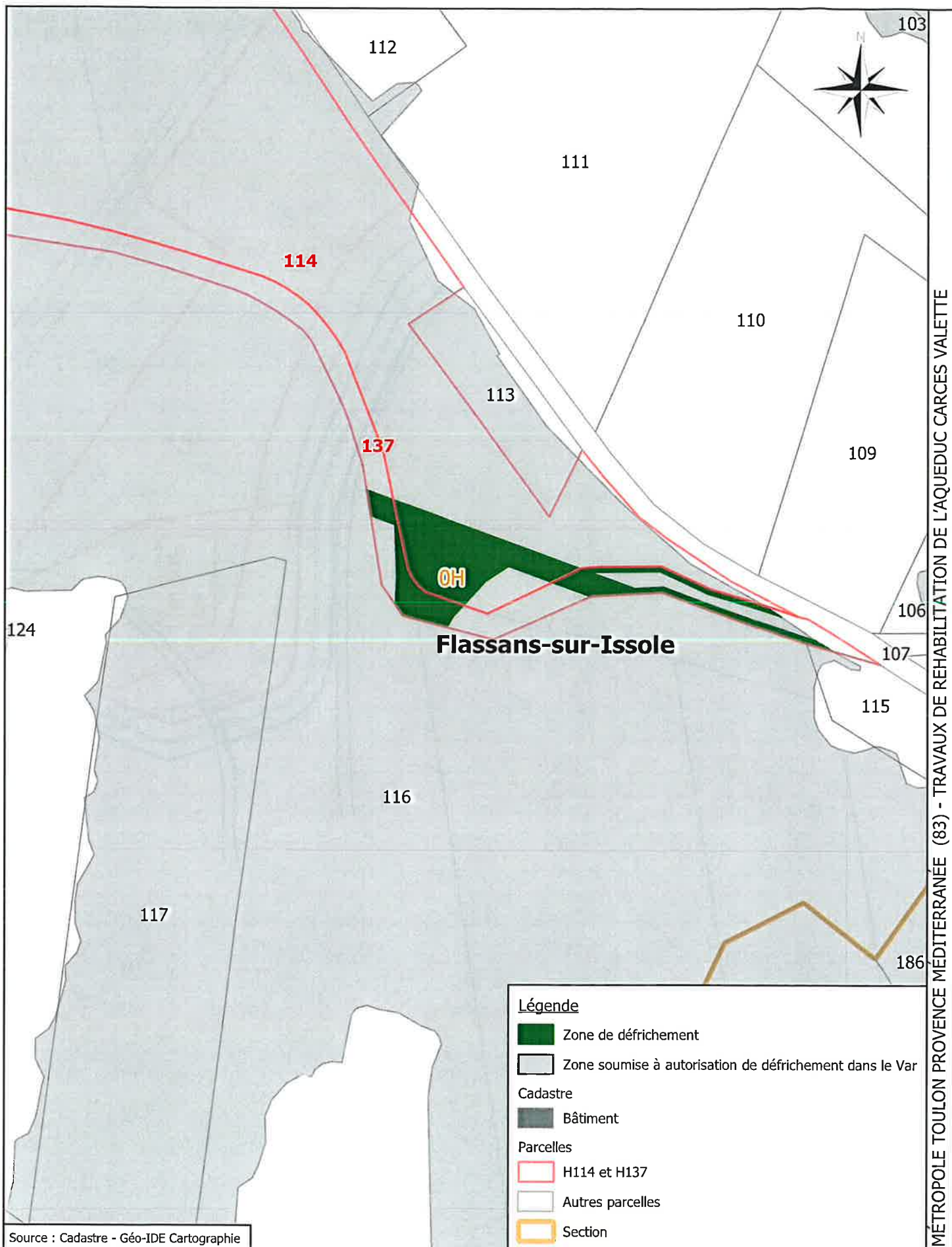
Surface à
acquérir = 521m²

H1114

7m







PLAN DE BORNAGE

PARTIEL

Chemin Vaumagnaude

83340 Flassans-sur-Issole

H139

Propriété Mr SAVORNIN Pascal

Légende

Limite de bornage

Parcellaire cadastral brut



Y= 2248.440

H136

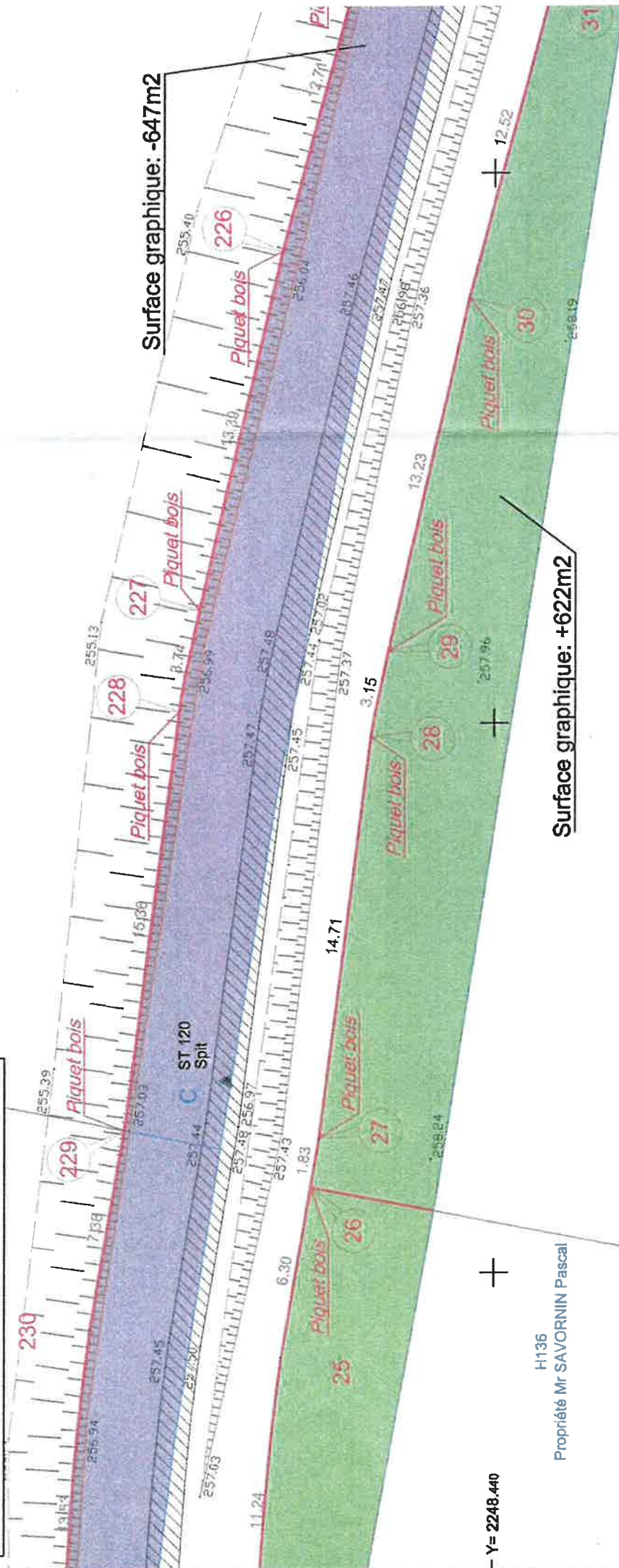
Propriété Mr SAVORNIN Pascal

Surface graphique: +622m2

Surface graphique: -647m2

X= 1959.300

X= 1959.280

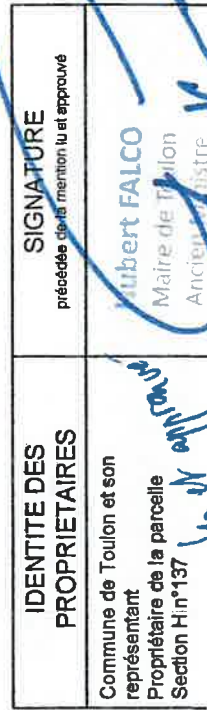


PARTIEL

83340 Flassans-sur-Issole

Parcellaire cadastrale brut

Propriété Mr BONNAIRE Alain



SIGNATURE

précédée de la mention lu et approuvé

Commune de Toulon et son

représentant

Propriétaire de la parcelle

Section Hin°137

Hubert FALCO

Maire de Tbilissi

Ancien ministre

PLAN DE BORNAGE

PARTIEL

**Chemin Vaumagnaude
83340 Flassans-sur-Issole**

Légende

Limite de bornage

Parcellaire cadastral brut

$$-X = 1959.480$$
$$-X = 1959.500$$

Surface graphique: -14m2

Surface graphique: +5m2

H114


Propriété Mr BONNAIRE Alain

✓- 2248.340

Piquet bois

05037

+

IDENTITE DES PROPRIETAIRES	préc
Commune de Toulon et son représentant Propriétaire de la parcelle Section H n°127 et 107	

PROCES VERBAL

BORNAGE & RECONNAISSANCE DE LIMITES

**Concernant la propriété sise
Département du Var
Commune de Flassans-Sur-Issole
Chemin de Vaumagnaude
Cadastrée section H
Parcelles numéro 137-107
Cadastrée section F
Parcelles numéro 228-193
Appartenant à la commune de Toulon**

Dossier MA113049-26
Date : le 23 Août 2017

➤ Chapitre I : Partie normalisée

A la requête de la ville de Toulon, propriétaire des parcelles ci-dessous désignées, je soussigné, Sébastien DRABIK, Géomètre-Expert à Marseille, inscrit au tableau du conseil régional d'Angers sous le numéro 5949, ai été chargé de procéder au bornage des limites des propriétés cadastrées commune de Flassans-Sur-Issole, section H numéros 137 et 107 ainsi que section F numéros 228 et 193 et dresse en conséquence le présent procès-verbal.

Article 1^{er} Désignation des parties

▪ Propriétaire des parcelles objet du présent procès-verbal de bornage :

▫ H 137, H 107, F 228 et F 193 :

- Ville de TOULON, N°SIREN 218301372, Hôtel de ville Av de la République 83000 Toulon, Propriétaire.

▪ Propriétaire riverain concerné :

▫ H n°114, 116 et 115 :

- Mr BONNAIRE Alain Joseph né le 10/07/1932 à Flassans-Sur-Issole demeurant au 32 Rue de la République 83340 Flassans-Sur-Issole, propriétaire.

Article 2 Objet

Le présent procès-verbal de bornage et de reconnaissance de limites a pour objet de reconnaître, définir et fixer d'un commun accord et de manière définitive les limites séparatives communes et les points de limites communs entre :

Les parcelles cadastrées :

Commune de Flassans-Sur-Issole

Section	Numéro	Contenance	Adresse
H	137	50a50ca	La Garriasse
H	107	03a75ca	La Garriasse
F	228	13a00ca	La Mauvais Plan
F	193	24a00ca	La Tine

Et les parcelles cadastrées :

Commune de Flassans-Sur-Issole

Section	Numéro	Contenance	Adresse
H	114	01ha56a50ca	La Garriasse
H	116	05ha39a00ca	La Garriasse
H	115	13a25ca	La Garriasse

➤ **Chapitre II : Partie non normalisée - expertise**

Article 3 Débat contradictoire

Afin de procéder sur les lieux au débat contradictoire le 23 Août 2017 à 11h15, ont été convoqués par lettre recommandée en date du 17 Juillet 2017.

- La ville de Toulon (H137, H107, F228 et F193)
- Mr BONNAIRE Alain (H 114, 116 et 115)

Au jour et heure dits, j'ai procédé à l'organisation du débat contradictoire en présence de :

- Mr SAVORNIN Pascal (H 139, 136 et 109)
- Mr BONNARD Jean-Luc (F 638 et 636)
- Mr FOUQUE Gaston (F 224)
- Mme FOUQUE Rolande (F 224)

Article 4 Documents analysés pour la définition des limites

Les parties signataires ont pris connaissance de ces documents sur lesquels elles ont pu exprimer librement leurs observations.

- Les documents présentés aux parties :
 - Plan d'état des lieux
 - Extrait cadastral

Article 5 Définition des limites de propriété

A l'issue du débat contradictoire et de l'analyse des documents cités précédemment, des signes de possessions constatés, des usages locaux et après avoir constaté l'accord des parties présentes,

Les points nouveaux 26 à 69 et 202 à 229 ont été implantés.

Les parties présentes reconnaissent comme réelles et définitives les limites de propriété objet du présent procès-verbal de bornage ainsi fixée suivant la ligne :

26 à 69 puis suivant la ligne 202 à 229

Tous les points ont été matérialisés par des piquets bois, sauf les points 65 et 221 qui ne sont pas matérialisés.

Le plan joint permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis par le présent procès-verbal.



Les cotes et coordonnées présentes sur le plan de bornage annexé, ne sauraient se substituer aux éléments existants sur le terrain.

Tableau des points de limites (RGF 93 CC43)

Matricules	X	Y
26	1959263.10	2248446.69
27	1959264.90	2248446.38
28	1959279.49	2248444.52
29	1959282.58	2248443.89
30	1959295.48	2248440.96
31	1959307.58	2248437.72
32	1959341.19	2248428.73
33	1959353.52	2248425.69
34	1959355.85	2248424.63
35	1959358.57	2248422.64
36	1959358.57	2248422.64
37	1959369.58	2248413.28
38	1959371.74	2248411.07
39	1959373.89	2248407.59
40	1959376.26	2248402.40
41	1959380.43	2248391.91
42	1959387.75	2248376.16
43	1959389.22	2248371.81
44	1959389.80	2248366.81
45	1959389.93	2248358.02
46	1959390.17	2248344.38
47	1959390.35	2248338.61
48	1959392.59	2248331.92
49	1959398.12	2248326.49
50	1959410.01	2248322.11
51	1959420.81	2248318.33
52	1959424.65	2248318.37
53	1959427.89	2248319.57
54	1959430.38	2248320.89
55	1959433.94	2248322.77
56	1959441.69	2248326.48
57	1959457.31	2248332.93
58	1959466.77	2248333.49
59	1959474.92	2248332.32
60	1959477.48	2248331.63
61	1959488.70	2248327.45
62	1959507.59	2248320.78
63	1959518.85	2248316.66
64	1959534.86	2248311.14
65	1959537.92	2248310.36

66	1959540.85	2248310.61
67	1959540.95	2248310.64
68	1959544.33	2248312.33
69	1959547.13	2248314.18
202	1959520.70	2248323.43
203	1959480.41	2248338.01
204	1959468.43	2248340.39
205	1959460.01	2248340.33
206	1959455.39	2248339.71
207	1959438.82	2248332.87
208	1959424.57	2248325.73
209	1959423.50	2248325.29
210	1959422.39	2248325.19
211	1959401.23	2248332.80
212	1959397.97	2248336.74
213	1959397.28	2248340.41
214	1959397.11	2248347.52
215	1959396.80	2248366.95
216	1959395.88	2248374.07
217	1959394.12	2248379.07
218	1959380.24	2248410.54
219	1959377.63	2248414.90
220	1959374.15	2248418.58
221	1959363.07	2248428.00
222	1959359.56	2248430.57
223	1959355.39	2248432.44
224	1959325.66	2248439.84
225	1959309.44	2248444.46
226	1959297.16	2248447.75
227	1959284.11	2248450.72
228	1959280.44	2248451.45
229	1959265.21	2248453.43

Tableau des points de rattachement (RGF 93 CC43)

Matricules	X	Y
A	1959396.46	2248332.20
B	1959341.92	2248432.40
C	1959267.00	2248449.68

Article 6 Absence

Les propriétaires absents sont invités à se prononcer sur les limites proposées les concernant, les documents et les éléments visés à l'article 4 ayant été mis à leur disposition.
Les limites et les points proposés ne deviendront définitifs qu'après ratification du présent procès-verbal par les propriétaires concernés ou leurs représentants dûment habilités.

Article 7 Défaut d'accord amiable

A défaut de ratification expresse par les parties, il sera dressé un procès-verbal de carence mentionnant clairement les raisons qui ont empêché la reconnaissance et le bornage des limites et des points de limites proposés à l'issue du débat contradictoire et définis au présent procès-verbal. Ce ou ces procès-verbaux de carence seront diffusés à l'ensemble des parties concernées. Ils pourront permettre à la partie la plus diligente d'engager la procédure judiciaire adaptée pour voir statuer sur les limites visées.

Article 8 Observations complémentaires

Néant

Article 9 Rétablissement des bornes ou repères

Les bornes ou repères, définissant les limites de propriété objet du présent procès-verbal, qui viendraient à disparaître devront être remises en place par un géomètre-expert.

Le géomètre-expert, missionné à cet effet, procédera au rétablissement desdites bornes ou repères après en avoir informé les propriétaires concernés, et en dressera constat. Ce constat devra relater le déroulement des opérations et les modalités techniques adoptées en référence au présent document.

A l'occasion de cette mission, et uniquement sur demande expresse des parties, le géomètre-expert pourra être amené à vérifier la position des autres bornes participant à la définition des limites de propriété objet du présent procès-verbal.

Article 10 Clauses Générales

Il est rappelé que le procès-verbal de bornage dressé par un géomètre-expert et signé par toutes les parties, fixe pour l'avenir les limites des propriétés et vaut titre. Le procès-verbal de bornage fait loi entre les signataires mais aussi entre les acquéreurs et successeurs qui sont de droit subrogé dans les actions par leurs auteurs. À ce titre, les signataires s'obligent à porter à la connaissance de tout nouvel acquéreur l'existence du présent document. À ce titre, les signataires s'obligent à porter à la connaissance de tout nouvel ayant droit l'existence du présent document.

Aucun nouveau bornage ne peut être réalisé, dès lors que le plan et le procès-verbal antérieurs ayant reçu le consentement des parties permettent de reconstituer sans ambiguïté la position de la limite.

Par conséquent, les parties soussignées déclarent solennellement qu'à leur connaissance il n'existe aucune autre clause, définition de limite, ou condition contraire aux présentes pouvant être contenues dans tout acte, plan, ou procès-verbal de bornage antérieur ou tout autre document que ceux pris en compte et énumérés à l'article 4 du présent document. Elles déclarent également qu'il n'existe, à ce jour, à leur connaissance, aucune autre borne ou signe matériel concernant les limites présentement définies.

Les parties signataires affirment, sous leur entière responsabilité être propriétaires des terrains objets du présent procès-verbal ou avoir reçu mandat d'approuver les présentes en lieu et place de tous les ayants droit qu'elles disent représenter.

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal dans le fichier national AURIGE, mis en place par l'Ordre des Géomètres-Experts, suivant les dispositions du décret numéro 96-478 du 31 mai 1996 organisant la profession de Géomètre-Expert. Conformément à l'article 52 dudit décret, ces documents seront communiqués à tout Géomètre-Expert qui en ferait la demande.

En référence à l'article L111-5-3 du Code de l'urbanisme, en cas de vente ou de cession de l'une quelconque des propriétés objet des présentes, son propriétaire devra faire mentionner, dans l'acte, par le notaire, l'existence du présent document.

Les parties confient l'exemplaire original au Géomètre-Expert soussigné qui s'oblige à le conserver et à en délivrer copie aux intéressés. Les parties donnent leur accord pour que le Géomètre-Expert puisse procéder ou faire procéder au dépôt dématérialisé du procès-verbal et du plan de bornage, aux fins de conservation ou d'archivage.

Les frais et honoraires relatifs aux opérations de bornage et d'établissement du présent procès-verbal seront supportés par le propriétaire demandeur désigné à l'article 1^{er} du présent procès-verbal, et ce par dérogation au 2^{ème} alinéa de l'article 646 du Code Civil.

Les signataires déclarent accepter les conditions du présent procès-verbal en toutes ses dispositions.

Fait sur 6 pages à Marseille le 23 Août 2017

Accords des parties recueillis par le géomètre-expert soussigné :

La ville de Toulon et son représentant* Propriétaire des parcelles H137, H107, F228 et F193	Mr BONNAIRE Alain* Propriétaire des parcelles H114, 116 et 115
Signature en archive	PV de Carence

Le géomètre Expert soussigné auteur des présentes

* Signatures de toutes les parties et paraphe sur toutes les pages.



DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Articles L.341-3, R.341-1 et suivants du code forestier
(Avant de remplir cette demande, veuillez lire attentivement la notice d'information)

Veuillez transmettre l'original de la demande avec ses pièces-jointes, à la Direction Départementale des Territoires (et de la Mer) du département principal dans lequel se situe les défrichements ou à la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) pour les DOM, selon l'une des modalités suivantes :

- 1- par courrier en recommandé avec avis de réception
- 2- par remise sur place à la DDT(M) ou à la DAAF, contre un récépissé de dépôt
- 3- par téléprocédure accessible par internet : <https://agriculture-portail.6tzen.fr/default/requests/cerfa13632/>

Si votre projet est à cheval sur plusieurs départements, il vous faudra plusieurs autorisations : vous devez transmettre dans les mêmes conditions, une copie de votre demande comportant la totalité de votre projet (sans ses pièces-justificatives), à chacun des autres départements concernés. Pour la téléprocédure, si vous avez bien renseigné dans le formulaire les départements de votre projet, ces différentes transmissions se feront automatiquement.

Dans tous les cas, veuillez conserver un exemplaire de votre demande.

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

À L'USAGE DU MINISTÈRE EN CHARGE DES FORÊTS – NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION GRISÉE

N° DOSSIER : _____ DATE DE RÉCEPTION : ____/____/____

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

POUR TOUS LES DEMANDEURS (la liste des pièces à joindre figure en page 3)

N° SIRET : |2|4|8|3|0|0|5|4|3|0|0|2|1|7| ou N° PACAGE : | | | | | | | | | | | | | | ou

N° NUMAGRI* : | | | | | | | | | | | | | | ou Si aucun numéro attribué, cocher la case ☐

**attribué par le ministère chargé de l'agriculture pour les usagers n'ayant pas de N° SIRET*

POUR LES DEMANDEURS PERSONNES PHYSIQUES (joindre pièce 11, le cas échéant)

Nom, prénom du demandeur : Madame ☐ Monsieur ☐ _____

né(e) le ____/____/____ à : _____ dépt : | | | | Pays : _____

Nom, prénom du représentant mandaté pour présenter la demande, le cas échéant : _____

POUR LES DEMANDEURS EN INDIVISION (joindre pièce 11)

Nom de l'indivision demandeuse : _____

Nom, prénom du représentant mandaté pour présenter la demande : Madame ☐ Monsieur ☐ _____

né(e) le ____/____/____ à : _____ dépt : | | | | Pays : _____

POUR LES DEMANDEURS PERSONNES MORALES (joindre pièce 12 ou 13)

Raison sociale et type de société ou collectivité demandeuse : Métropole Toulon Provence Méditerranée

Nom et Prénom du représentant habilité à déposer la demande : FALCO Hubert

Nom, Prénom du responsable de projet (si différent) : SANNIER Laurent

COORDONNÉES DU BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION

Adresse du demandeur : 107 Boulevard Henri Fabre CS 30 536 complément d'adresse : _____

Code postal : |8|3|0|4|1| Commune : Toulon cedex 9

Coordonnées de contact du demandeur ☐ ou de son représentant ☐ ou de son responsable de projet ☒ (cocher la case correspondante) :

Téléphone : |0|4|9|4|3|6|4|8|6|0| ; |0|6|8|2|9|4|1|8|9|5|
Fixe Mobile

Mél : Isannier@metropoletpm.fr

LA DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉFRICHER PORTE SUR LES TERRAINS SUIVANTS : (joindre pièce 1 et 2)

 Dénomination de la propriété ou du massif contenant les terrains à défricher : La Tine - La Garriasse

N° DÉPARTEMENT - COMMUNE	SECTION	N° PARCELLE	SURFACE DE LA PARCELLE ENTIERE	SURFACE À DÉFRICHER PAR PARCELLE	CLASSEMENT AU PLU (1)
83-Flassans sur Issole	H	107	1 1 ha 1 3 a 7 5 ca (m²)	1 1 ha 1 a 9 7 ca (m²)	Nr2
83-Flassans sur Issole	F	228	1 1 ha 1 3 a 0 0 ca (m²)	1 1 ha 1 6 a 0 1 ca (m²)	Nr2
83-Flassans sur Issole	F	193	1 1 ha 2 4 a 0 0 ca (m²)	1 1 ha 1 0 a 6 7 ca (m²)	Nr2
83-Flassans sur Issole	F	152	1 1 ha 3 0 a 7 0 ca (m²)	1 1 ha 1 7 a 7 0 ca (m²)	Nar
83-Flassans sur Issole	H	114	1 0 1 ha 5 6 a 5 0 ca (m²)	1 1 ha 7 a 7 5 ca (m²)	Nr2
83-Flassans sur Issole	H	137	1 1 ha 5 0 a 5 0 ca (m²)	1 1 ha 5 a 9 5 ca (m²)	Nr2
83-Flassans sur Issole		DP	1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	1 1 ha 1 a 2 7 ca (m²)	
			1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	
			1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	
			1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	
			1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	
			1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	
			1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	
			1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	
			1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	1 1 ha 1 a 1 ca (m²)	

(1) Si la commune a un Plan Local d'Urbanisme, préciser le classement de la parcelle au moment du dépôt de la demande et notamment si elle est classée en «Espace Boisé Classé» (EBC).

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

Surface totale à défricher : 1 1 ha 4 0 a 3 2 ca (m²)

N° du département unique ou principal des travaux 8 3

Autres départements concernés par les travaux : N° de département 2 1 1 N° de département 3 1 1

Destination principale des terrains après défrichement (pour les destinations agricoles, préciser prairie, culture, vigne,...) :

Piste de chantier le temps des travaux sur 1.75 m de part et d'autre de l'emprise de l'aqueduc - Reboisement naturel à l'issue des travaux

 Projet nécessitant un permis de construire (cocher la case si "oui") : ☐
PROPRIÉTAIRE DES TERRAINS À DÉFRICHER ET SES AYANTS DROIT : (joindre pièce 3 et 7 si ayants droit)

NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE	QUALITÉ (indivisaire, usufruitier, nu-propriétaire,...)	ADRESSE	TÉLÉPHONE
COMMUNE DE TOULON	Propriétaire	1 407 Av. de La République 83 000 TOULON	04.94.36.30.00
M. BONNAIRE - Propriétaire décédé et succession en cours de règlement	Propriétaire	32 Rue de la République 83 340 FLASSANS-SUR-ISSOLE	04.94.59.64.12

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE À VOTRE DEMANDE (ARTICLE R.341-1 DU CODE FORESTIER)

N°	Pièces	Dans quels cas fournir cette pièce ?	Pièce jointe
1	Plan de situation (extrait de carte au 1/25000 ^{ème} ou au 1/50000 ^{ème}) localisant les terrains à défricher et la commune la plus proche ;	Tous demandeurs	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Le ou les extraits des feuilles du plan cadastral contenant les parcelles concernées et précisant l'emprise des surfaces à défricher pour les besoins du projet (emprise du bâti, des aires de travail, des accès et stationnements, des réseaux de raccordement,...) ;	Tous demandeurs	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Attestation de propriété (relevé de propriété de moins de 6 mois délivré par les Services des Impôts Fonciers ou acte notarié à jour) ;	Tous demandeurs	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Échéancier prévisionnel des travaux de défrichement ;	Exploitant de carrière	<input type="checkbox"/>
Projets susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement :			
5	Évaluation des incidences Natura 2000. Cette évaluation peut être intégrée à l'étude d'impact ou à la demande d'examen au cas par cas ;	Défrichement impactant ou susceptible d'impacter un site Natura 2000	<input type="checkbox"/>
6	• Décision de l'Autorité environnementale portant dispense de la réalisation d'une étude d'impact ; ou dans le cas contraire : • Etude d'impact ;	Défrichement de 0,5 ha à moins de 25 ha	<input type="checkbox"/>
7	Étude d'impact ;	Défrichement à partir de 25 ha	<input type="checkbox"/>
Pièces justifiant de la maîtrise foncière des terrains :			
8	Les pièces justifiant de l'accord exprès du propriétaire des terrains (ou de son représentant mandaté) si ce dernier n'est pas le demandeur ;	Demandeurs non propriétaires (hors cas des pièces 9 et 10)	<input checked="" type="checkbox"/>
9	Copie de la déclaration d'utilité publique ;	Si le demandeur peut bénéficier de l'expropriation pour cause d'utilité publique	<input type="checkbox"/>
10	Accusé de réception de l'envoi au propriétaire de la demande d'autorisation de défrichement ;	Si le demandeur bénéficie d'une servitude pour le transport ou la distribution d'énergie prévue au 1° du R341-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>
Habilitation du signataire à déposer la demande :			
11	Mandat autorisant le mandataire à déposer la demande ;	Particuliers non propriétaires, indivisions	<input checked="" type="checkbox"/>
12	L'acte autorisant le représentant qualifié de la personne morale à déposer la demande (Délibération du conseil d'administration, extrait Kbis de moins de 6 mois,...) ;	Personne morale autre qu'une collectivité	<input type="checkbox"/>
13	Délibération de l'assemblée délibérante autorisant son représentant à déposer la demande ;	Collectivité	<input checked="" type="checkbox"/>

ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné (nom et prénom) : _____

- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
- certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.

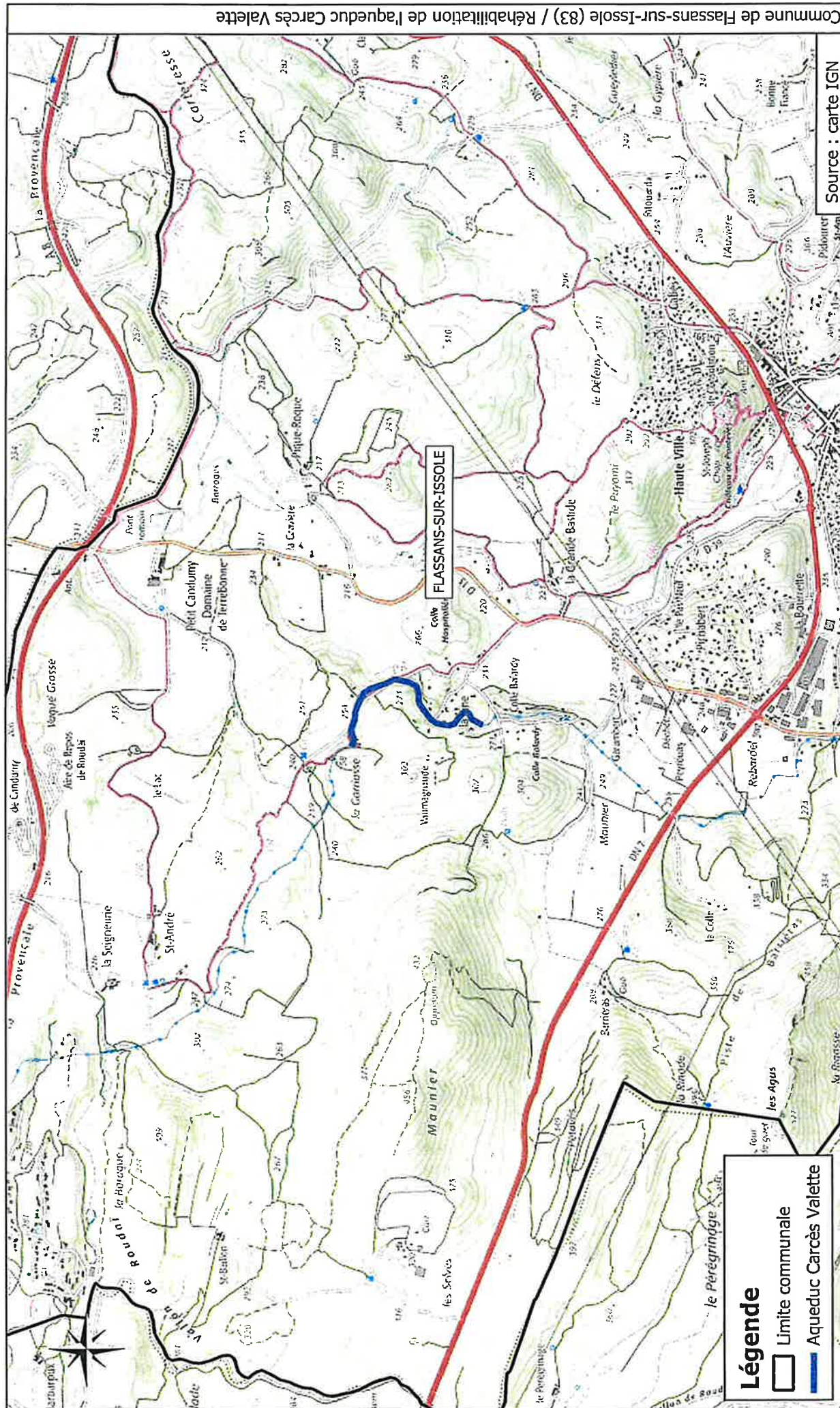
Au nom du demandeur indiqué en page 1 et pour son compte, je demande l'autorisation de procéder au défrichement des parcelles indiquées page 2 conformément au plan de délimitation joint à ma demande (pièce 2) et m'engage à respecter les conditions qui seront subordonnées à cette autorisation.

Fait le ____/____/____

cachet (le cas échéant) et signature du demandeur

MENTIONS LÉGALES

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant auprès de l'organisme qui traite votre demande.

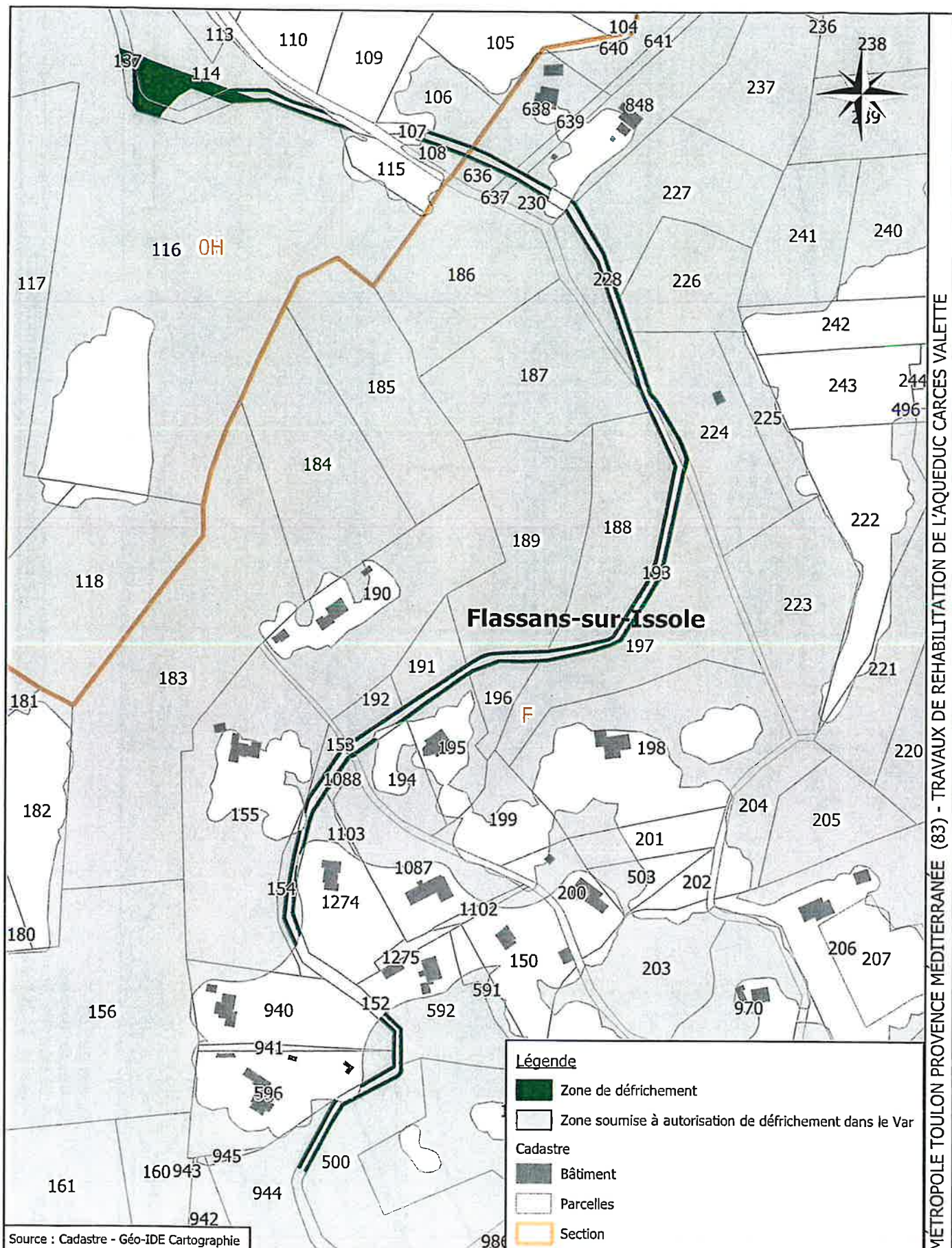


Z.I. Bois des Lots
10, Allée des Gonsards
26 130 Saint Paul Trois Châteaux
Téléphone : 04.75.04.78.24



Plan de situation

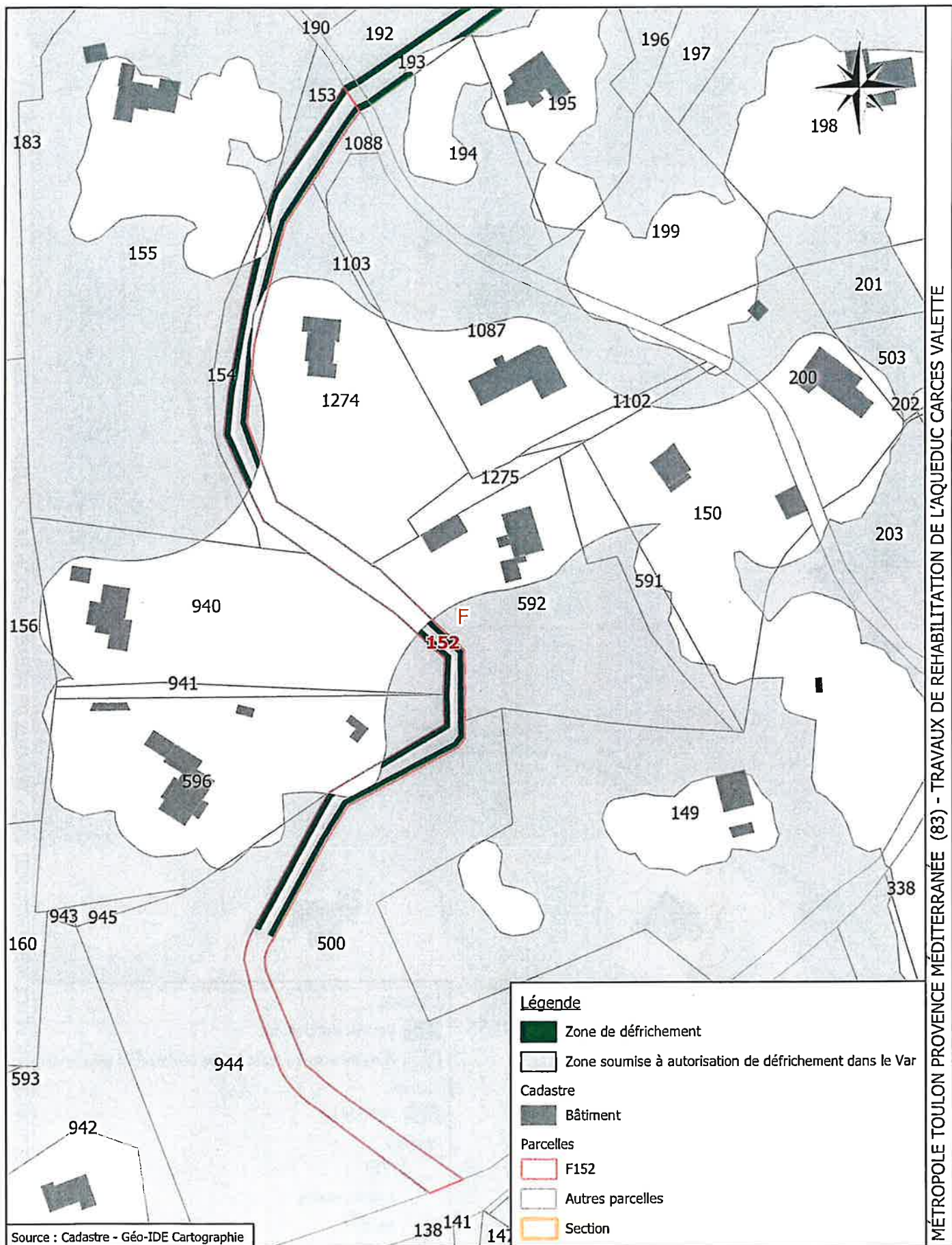
Ind. : A	Elabli par: A.DOMPEYRE	Approuvé par: A.MARTY	Plan du 29/07/2022
Nom du fichier : Carte.enviro.ggz			Codification : 13220076-ER1-ETU-PG-1-001
			Echelle 1 / 25 000



Agence Provence
110 Avenue de la Coriande
13600 LA CIOTAT
Téléphone : 04.94.10.48.90

Localisation des zones de défrichement

Ind. : A	Établi par: A.VANSTEENSKISTE	Approuvé par: A.MARTY
Plan du 24/08/2022	Codification : 13220076-ER1-ETU-PG-1-004	
Nom du fichier : Plan_CERFA_GENRAL.qgz	Echelle 1 / 3 000	



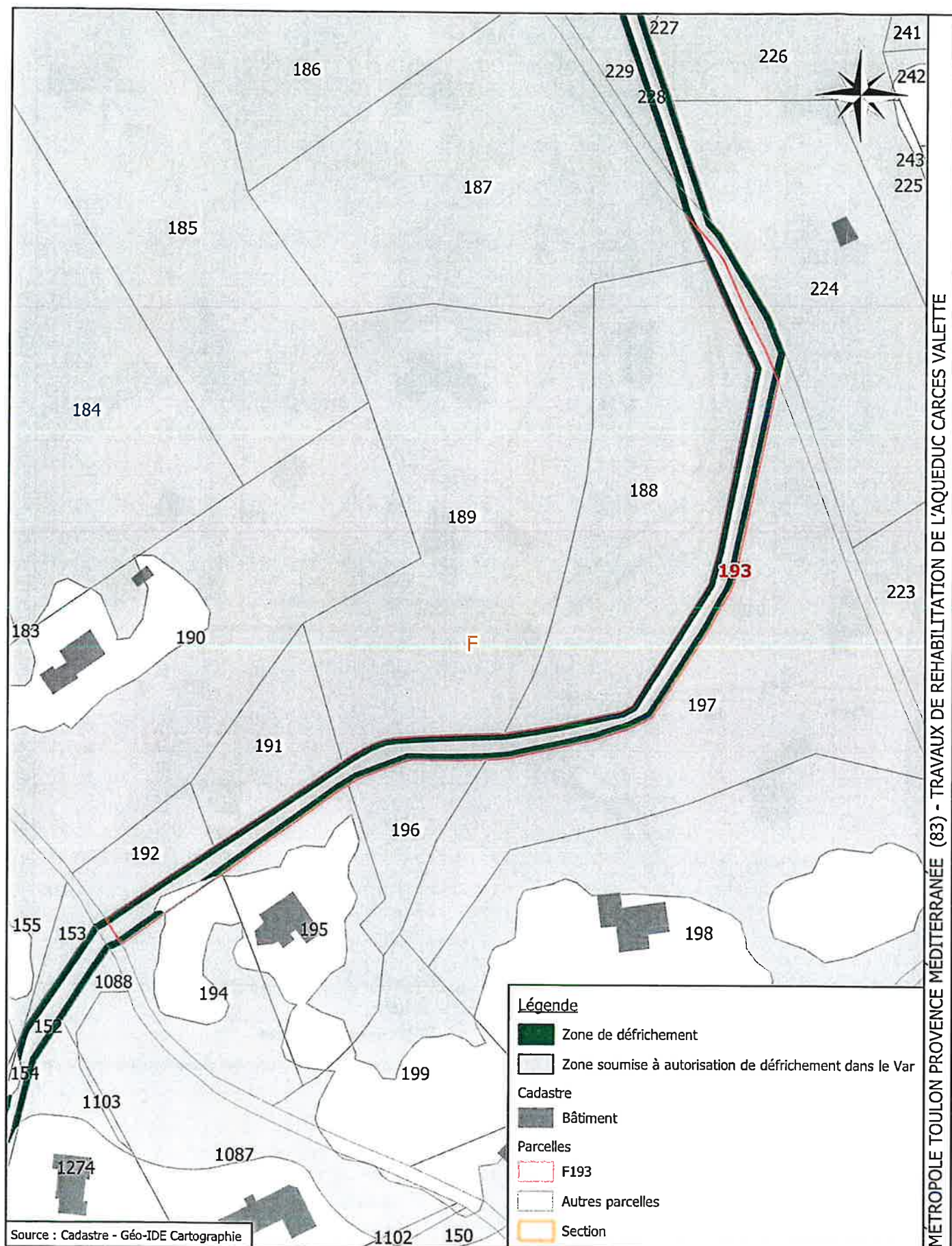
MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE (83) - TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'AQUEDUC CARCES VALETTE



Agence Provence
110 Avenue de la Coriande
13600 LA CIOTAT
Téléphone : 04.94.10.48.90

Localisation des zones de défrichement Sur la parcelle F 152

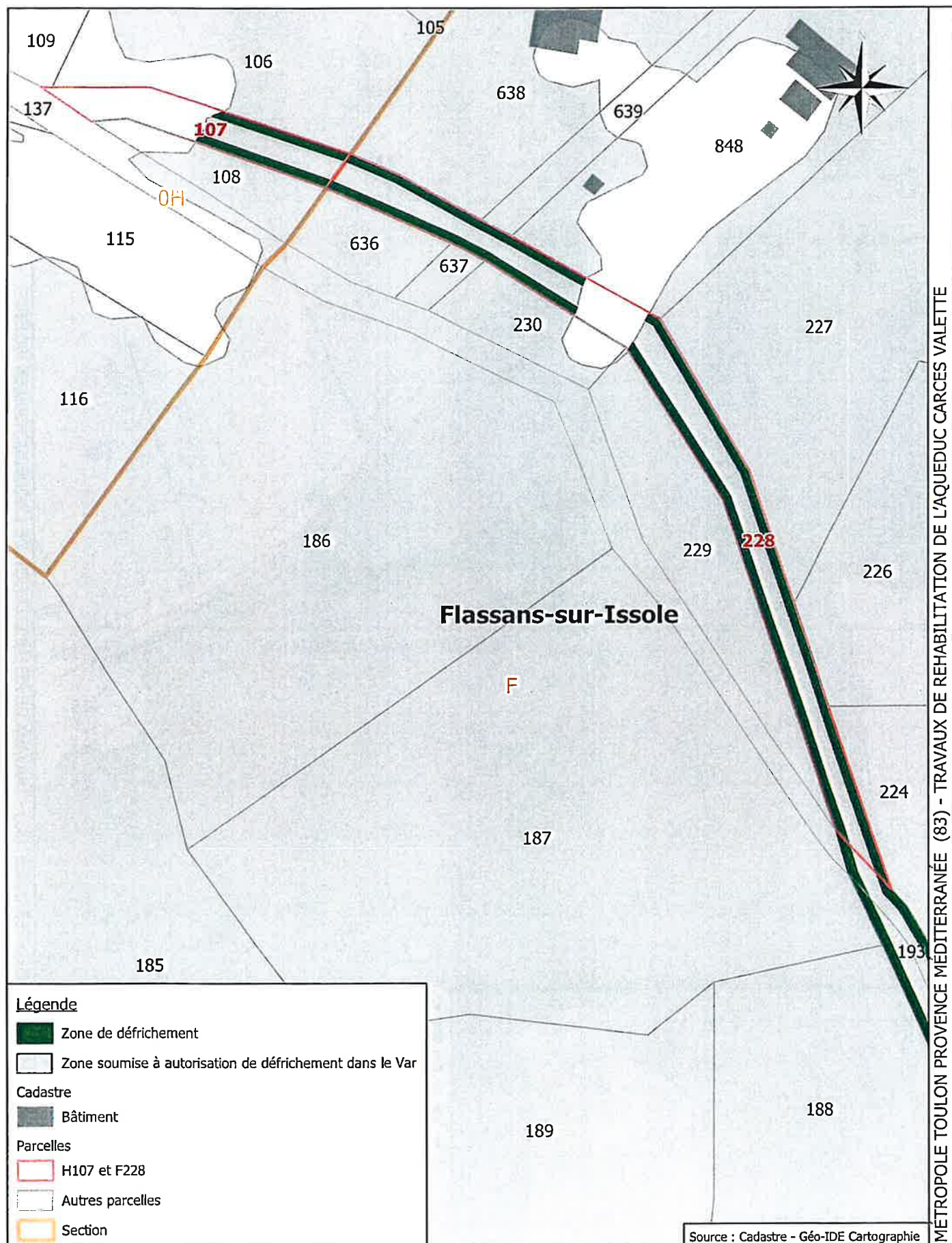
Ind. : A	Établi par: A.VANSTEENSKISTE	Approuvé par: A.MARTY
Plan du 24/08/2022		Codification : 13220076-ER1-ETU-PG-1-007
Nom du fichier : Plan_CERFA_GENRAL.qgz		Echelle 1 / 1 500



Agence Provence
110 Avenue de la Coriande
13600 LA CIOTAT
Téléphone : 04.94.10.48.90

Localisation des zones de défrichement Sur la parcelle F 193

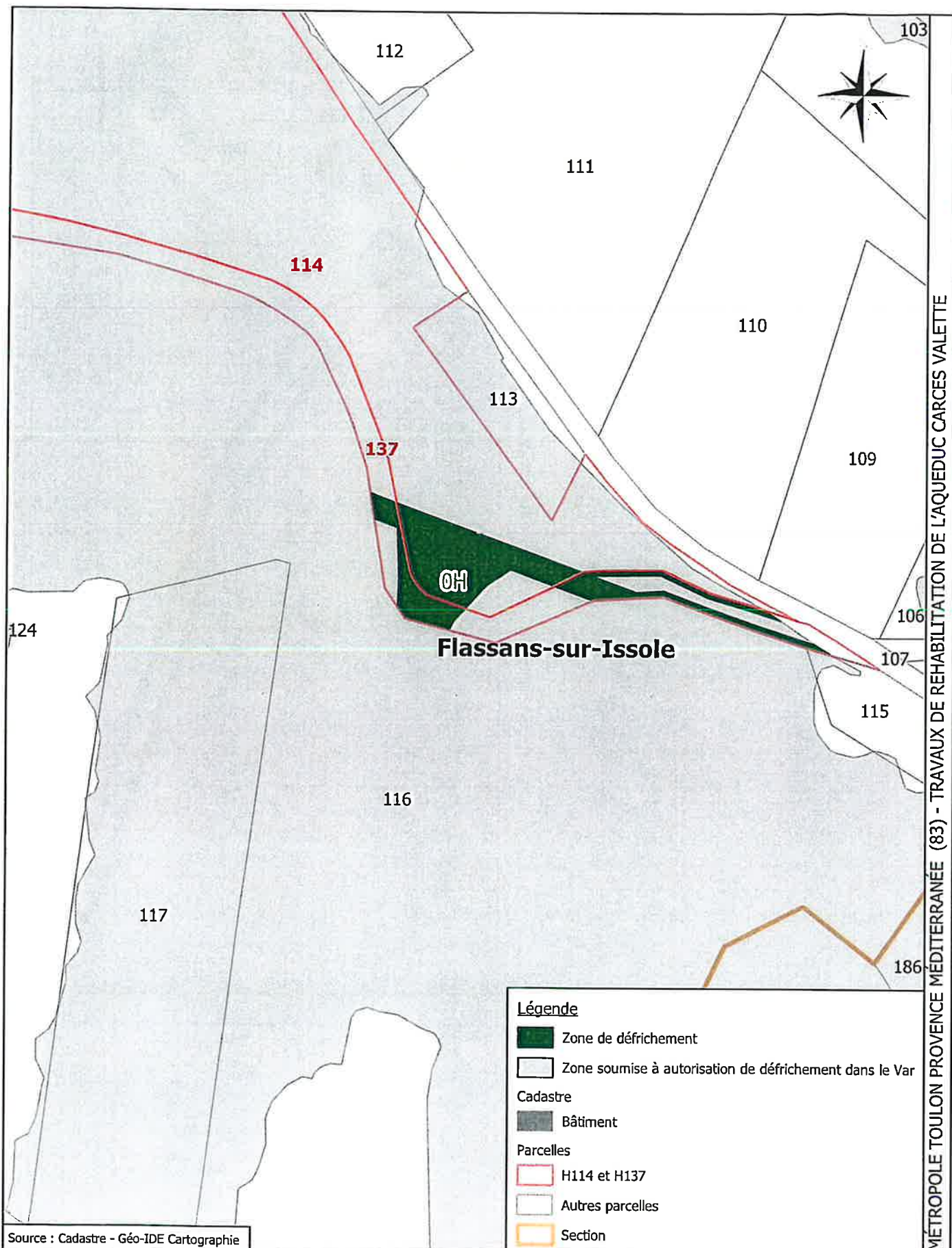
Ind. : A	Etabli par: A.VANSTEENSKISTE	Approuvé par: A.MARTY
Plan du 24/08/2022	Codification : 13220076-ER1-ETU-PG-1-008	
Nom du fichier : Plan_CERFA_GENRAL.qgz		Echelle 1 / 1 500



Agence Provence
110 Avenue de la Coriande
13600 LA CIOTAT
Téléphone : 04.94.10.48.90

Localisation des zones de défrichement Sur les parcelles H 107 et F 228

Ind. : A	Etabli par: A.VANSTEENSKISTE	Approuvé par: A.MARTY
Plan du 24/08/2022	Codification : 13220076-ER1-ETU-PG-1-005	
Nom du fichier : Plan_CERFA_GENRAL.qgz		Echelle 1 / 1 000



Agence Provence
110 Avenue de la Coriande
13600 LA CIOTAT
Téléphone : 04.94.10.48.90

Localisation des zones de défrichement Sur les parcelles H 114 et H 137

Ind. : A	Etabli par: A.VANSTEENSKISTE	Approuvé par: A.MARTY
Plan du 24/08/2022	Codification : 13220076-ER1-ETU-PG-1-006	
Nom du fichier : Plan_CERFA_GENRAL.qgz		Echelle 1 / 1 500

MANDAT

(Important : un exemplaire de ce mandat doit être dûment rempli et signé par chaque ayant droit du terrain sur lequel porte la demande d'autorisation de défrichement : qu'il soit propriétaire, copropriétaire, indivisaire, nu-propriétaire ou usufruitier).

Je soussigné(e) :

Camille BONNAIRE, assistée par Mme ESTIVAL-COIFFET

Nom et prénom ou Raison sociale (1) : Muriel BONNAIRE

Date et lieu de naissance (2) :

ou Numéro de Siret (3) :

10/07/1932 à FLASSANS-SUR-ISSOLE et 21/03/1964 à BRIGNOLES

Adresse : 34 Rue de la République à FLASSANS-SUR-ISSOLE 83340 (pour Muriel BONNAIRE)

EHPAD L'ESCANDIHADO 560 Avenue Général de Gaulle à FLASSANS-SUR-ISSOLE (83340) (pour Camille BONNAIRE)

Code postal : 833440

Ville : FLASSANS-SUR-ISSOLE

(1) Nom et prénom du représentant légal ou de la personne habilitée.

(2) Si l'ayant droit est une personne physique.

(3) Si l'ayant droit est une personne morale (collectivité, entreprise).

ayant droit sur le(s) terrain(s) cadastré(s) suivant(s) :

- Commune(s) : FLASSANS-SUR-ISSOLE
- Section(s) et numéro(s) de parcelle(s) : H n° 114

donne mandat à :

Nom et prénom ou Raison sociale (1) : Métropole Toulon Provence Méditerranée

Date de naissance et lieu (2) :

ou Numéro de Siret (3) : 24830054300217

Adresse : 107 Boulevard Henri Fabre CS 30 536

Code postal : 83041

Ville : TOULON CEDEX 9

(1) Nom et prénom du représentant légal ou de la personne habilitée.

(2) Si le mandataire est une personne physique.

(3) Si le mandataire est une personne morale (collectivité, entreprise).

Pour déposer une demande d'autorisation de défrichement sur ce terrain.

Nous certifions avoir tous deux pris connaissance que le mandataire ainsi désigné sera le demandeur et le bénéficiaire de l'éventuelle autorisation de défrichement délivrée sur ce terrain et sera redevable en conséquence des conditions liées à l'autorisation de défrichement (notamment, l'exécution de travaux compensatoires ou le versement d'une indemnité équivalente au fonds stratégique de la forêt et du bois) en vertu de l'article L.341-6 du Code Forestier.

Fait à Bras

le 05/09/2022

Signature de l'ayant droit :

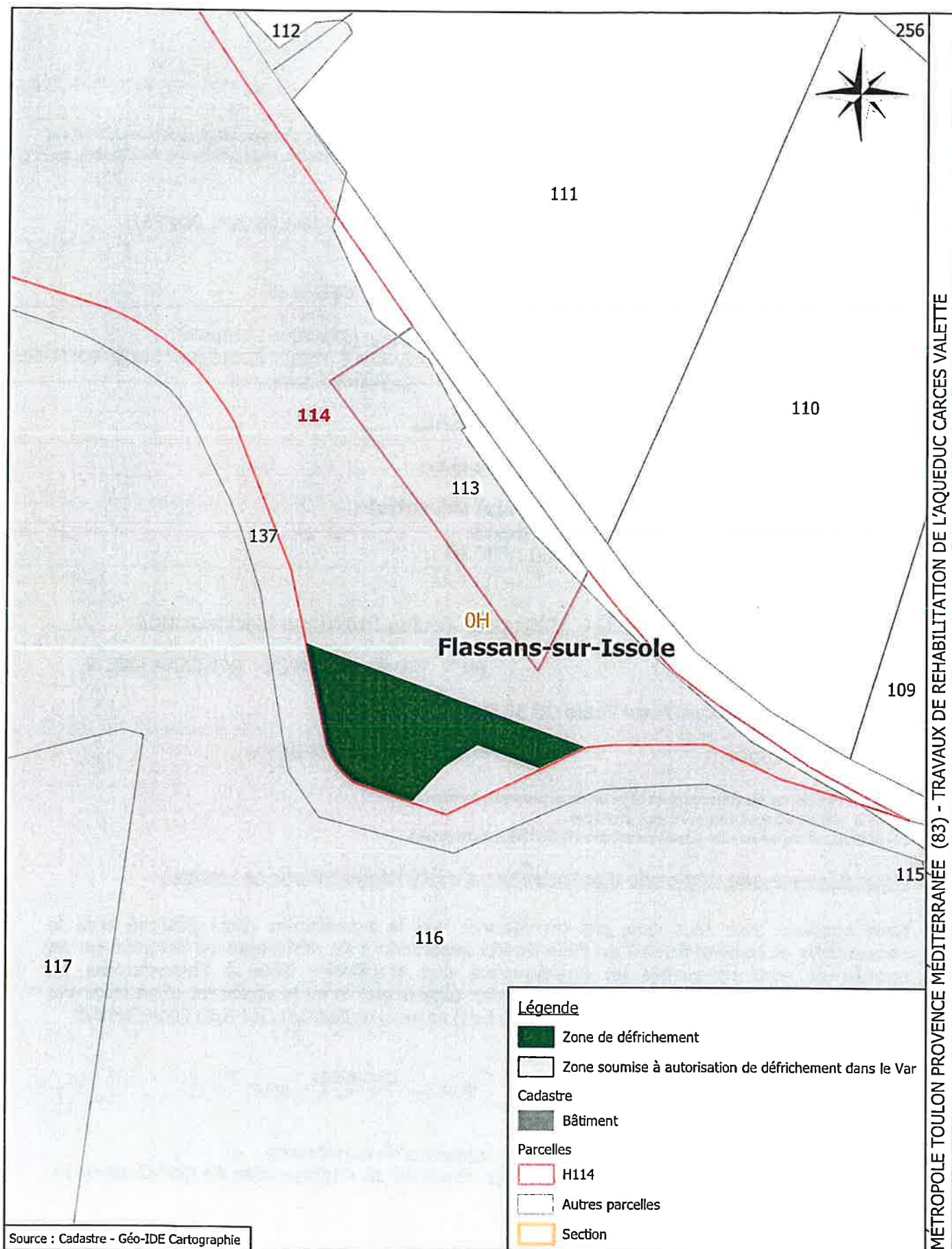
Bonnaire
HBonnaire

Signature du mandataire

(demandeur de l'autorisation de défrichement) :

Béatrice ESTIVAL-COIFFET
Mandataire Judiciaire
à la Protection des Majors
Chemin de Pied Roubert
83149 BRAS
N° SIRET 535 252 231 00017

Bea



Agence Provence
110 Avenue de la Coriande
13600 LA CIOTAT
Téléphone : 04.94.10.48.90

Annexe au mandat Parcelle H 114

Ind. : A	Etabli par: A.VANSTEENSKISTE	Approuvé par: A.MARTY
Plan du 24/08/2022		Codification : 13220076-ER1-ETU-PG-1-009
Nom du fichier : Plan_CERFA_GENRAL.qgz		Echelle 1 / 1 000

**Procès-verbal de transfert des biens de la Commune de Toulon
à la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Compétence « Service Public d'Eau Potable ».**

Entre

La Commune de Toulon, représentée par son Premier Adjoint en exercice, Monsieur Yannick CHENEVARD, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 17 / 12 / 2020 ;

Ci-après désignée « la Commune »

Et

La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, et dûment habilité par délibération du conseil métropolitain n° 20 / 11 / 228 du 10 novembre 2020

Ci-après désignée « la Métropole »

Vu,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1321-1 et suivants, L.5211-5, L.5217-2 et L.5217-5,
- Le Décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole dénommée «Toulon-Provence-Méditerranée ».

EXPOSE PREALABLE :

Depuis le 1er janvier 2018, en vertu des dispositions de l'article L 5217-2 a du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement économique, social et culturel, d'aménagement de l'espace métropolitain, de politique locale de l'habitat, de politique de la ville, de gestion des services d'intérêt collectif, de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie déclinées par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du CGCT, les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées sont mis de plein droit à disposition de la métropole par les communes membres. Ils sont transférés dans le patrimoine de la métropole au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de la métropole.

Un procès-verbal établi contradictoirement précise la consistance et la situation juridique de ces biens et droits.

Le transfert de compétence entraîne le transfert dans le patrimoine de la Métropole des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice des compétences transférées. Ce transfert se fait en pleine propriété et à titre gratuit.

Le présent procès-verbal concerne les biens qui sont mis à disposition et transférés à la Métropole au titre des nouvelles compétences exercées et plus particulièrement :

- service public d'eau potable ;

Les biens transférés au titre des autres compétences de la métropole feront l'objet de procès-verbaux spécifiques.

Le transfert en pleine propriété des biens antérieurement mis à disposition par les communes en application des articles L. 1321-1 et L. 1321-2 du CGCT fait l'objet d'un procès-verbal spécifique.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet

Par le présent procès-verbal, la Commune met à la disposition de la Métropole l'ensemble des équipements, matériels et ouvrages nécessaires à l'exercice de ses nouvelles compétences et en approuve le transfert en pleine propriété par l'effet de l'article L 5217-2 du CGCT.

Article 2 : Désignation des biens

Les biens immobiliers et mobiliers transférés sont désignés en annexe au présent procès-verbal.

Article 3 : Caractère gratuit du transfert

Conformément à l'article L 5217-5 du CGCT, les mises à disposition et les transferts de propriété sont réalisés à titre gratuit.

Le présent transfert ne donne lieu à aucune indemnité, droit, taxe, contribution ou honoraire, conformément aux dispositions de l'article 1043 modifié du Code Général des Impôts.

Article 4 : Mise à disposition

En application de l'article L 5217-5 du CGCT, la mise à disposition des biens relatifs à l'exercice des compétences transférées listées ci-dessus a pris effet à compter du 1er janvier 2018, date du transfert.

Article 5 : Effets de la mise à disposition

La Métropole est, depuis la date d'effet de la mise à disposition, substituée de plein droit dans les droits et obligations de la Commune en ce qui concerne l'ensemble des contrats en cours relatifs aux biens transférés.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution devra être constatée et notifiée par la Commune aux divers cocontractants.

La substitution de personne morale dans les contrats en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

La Métropole assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire sur les biens transférés. En conséquence, elle possède tous les pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers, autorise l'occupation des biens remis, en perçoit les biens et produits et agit en justice.

Article 6 : Transfert de propriété

Pour les biens cadastrés, le transfert de propriété interviendra par acte authentique lequel sera publié au service de la publicité foncière.

Les frais d'acte seront pris en charge par la Métropole.

Il est précisé que préalablement au transfert de propriété, certaines parcelles sont susceptibles de faire l'objet d'un découpage (document d'arpentage) visant à délimiter le périmètre immobilier utile au transfert de la compétence.

Article 7 : Etats financiers

L'état de l'actif et du passif transférés a fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition de biens N° 19/10/286 en date du 03/10/2019.

Article 8 : Litiges

Pour tout litige relatif à l'application du présent procès-verbal, la commune et la Métropole conviennent de se rapprocher pour trouver une solution amiable avant tout recours contentieux.

Article 9 : Modification du présent procès-verbal

Le présent procès-verbal et ses annexes pourront faire l'objet d'adaptations par les parties pour ajouter, supprimer certains biens non identifiés ou en préciser leur consistance.

Article 10 : Annexes

Le présent procès-verbal comprend 2 annexes :

- Annexe n°1 Etat des biens immobiliers liés :

- à la compétence « Eau Potable »

- Annexe n°2 relative :

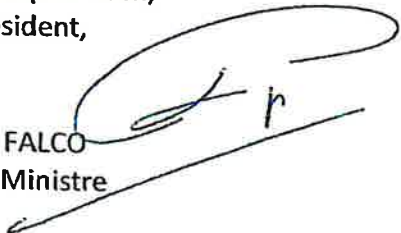
- au réseau d'Eau Potable et ses accessoires (1 PJ)

Vu et établi contradictoirement par la commune de Toulon et la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, en 4 exemplaires originaux, dont 1 sera remis au représentant de l'Etat dans le département.

Fait en 4 exemplaires à Toulon, le 22 / 02 / 2021

Pour la Métropole TPM,
Le Président,

Hubert FALCO
Ancien Ministre

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of a large loop and a trailing line.

Pour la commune,
Le Premier Adjoint,

Yannick CHENEVARD

A handwritten signature in blue ink, appearing as a series of connected loops and a final vertical stroke.

Annexe N° 1

Etat des biens immobiliers transférés Compétence Service d'Eau Potable Commune de Toulon

1. Biens situés sur la commune de Toulon

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
Réservoir Beaulieu (production)	Chemin de la Bosquette 3581 corniche Marius Escartefigue	AD 4, 793, 794	13 502	2*5000 m3
Station de reprise Nord Faron	les Favières ch du coucou	AD 385	565	
Réservoir Beausoleil Est Maison gardien agent Véolia T3	av Constant Perroud	AI 1	4 275	5000 m3
Réservoir d'Artigues Maison gardien agent Véolia T4	290 av Constant Perroud imp Lieutenant Dumas	AI 365, 408, 409	7 308	2000 m3
Réservoirs Beausoleil Ouest et centre (plus atelier travaux)	385 Avenue Constand perroud corniche Marius Escartefigue	AK 069	8 070	2 cuves 10000 m3 et Ateliers Direction Propreté (275 m2)/Espaces verts (85 m2) / passerelle Birdz
Réservoir du Sénégal	9998 av val fleuri	AL 86 partie	1 896	5000 m3 passerelle Birdz
Station de reprise Emile Fabre	av Emile Fabre	AM 45	190	
Réservoir Cap Brun	chemin du fort Cap Brun	BL 113 BM 139	20 389	5000 m3 Antenne relais GSM
Batiments Antenne Toulon Ville Bureaux Entrecasteaux	Rue d'Entrecasteaux	BZ 243	3 172	occupé par Véolia
Réservoir Dumonceau	Impasse du Rocher Rouge av montagne Ste Victoire	DR 517	3 012	2500 m3 / poste SCP inutilisé Antenne GSM et TETRA
Réservoir des Pomets	ancien ch de Toulon à Evenos	EO 220	989	1500 m3 parcelle 219 à régulariser

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
Station de reprise du Baou	ch du Baou de quatre Ouro	EP 231, 425	895	passerelle Birdz
Réservoir de l'Hubac	Chemin de l'Hubac le pas de la basque	EV 313	625	500 m3
Usine de St Antoine (production)	53 av des moulins	EW 87	420	
Réservoirs St Antoine supérieur et circulaire Maison gardien agent Véolia T4	68 av des moulins ch fort rouge	EW 97	35 090	5000 m3 Galerie St Antoine Sup 9000 m3
Réservoirs du Fort Rouge Haut & Bas et reprise	route du Faron	EW 133	40 440	2 cuves 10000 m3 passerelle Birdz
Réservoir St Antoine inférieur	790 av des moulins	EW 284	4 649	4 cuves 6000 m3
Canalisation D. 800 x 2		AD 129	3 015	
Canalisation D. 800 x 2		AD 766	344	
Canalisation D. 800 x 2		AD 772	1 263	
Canalisation D. 800 x 2		AD 774	4 085	
Adduction réservoir d'Artigues	290 av Constant Perroud	AI 366 partie	37	
Canalisation D. 600 x 2 et D. 400	bd du docteur Félix Escudier	AK 169	164	
Canalisation D. 600 x 2 et D. 400	bd du docteur Félix Escudier	AK 210	450	
Canalisation D. 600 x 2 et D. 400	bd du docteur Félix Escudier	AK 218	304	
Canalisation D. 600	chemin de la colline	AM 206	459	
Canalisation D. 600	rue du Galibier	DE 154	1 424	
Canalisation D. 400	chemin des Antilles	DM 258	237	
Canalisation D. 800 x 2	chemin de l'Hubac	ES 16	4 104	
Canalisation D. 800 x 2	chemin de l'Hubac	ES 1117	16 252	
Canalisation D. 800 x 2	chemin de la Carraire	ET 135	477	
Canalisation D. 800 x 2	chemin de la Carraire	ET 136	39	
Canalisation D. 800 x 2	chemin de Saint Pons	ET 448	502	
Terrain nu	fort rouge	EW 73	8 430	
Terrain nu	fort rouge	EW 85	5 346	
Canalisations D. 250 et 400		EW 112	2 860	
Canalisations D. 250 et 400		EW 113	3 580	
Terrain nu	avenue des moulins	EW 263	11 619	entrée cavité St Antoine
Terrain nu	avenue des moulins	EW 267	32	

- Liste des biens proposés au transfert disposant seulement d'une convention d'occupation ou AOT

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
Station de Surpression du Cap Brun	Chemin du Fort Cap Brun	BM 248 partie	30 m2	ppté Etat Défense

2. Biens situés sur la commune du Revest les Eaux

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
Usine de Dardennes	route du colombier RD 486	AD 51	6 485	
Ancienne usine de Dardennes éventelle, galerie du Ragas	route du colombier RD 486	AH 49	2 833	
Barrage de Dardennes	route du colombier RD 487	Le Revest AD 54	2 390	
Déversoir	route du colombier RD 488	AD 52	491	
Lac de Dardennes	les Camps	OB 368	126 863	
Périmètre de protection Immédiate	le Ragage sud	OB 148	41 416	
Périmètre de protection Immédiate	le Ragage sud	OB 216	13 317	
Périmètre de protection Immédiate	le Ragage sud	OB 217	1 069	
Périmètre de protection Immédiate	les Chapelaniers	OB 255	11 815	
Périmètre de protection Immédiate	les Chapelaniers	OB 256	1230	
Périmètre de protection Immédiate	les Chapelaniers	OB 257	4 908	
Périmètre de protection Immédiate	les Camps	AD 38	7 593	
Périmètre de protection Immédiate				
Périmètre de protection Immédiate	les Camps	AD 53	7 114	
Périmètre de protection Immédiate	les Camps	AD 55	18 529	
Périmètre de protection Rapproché		AD 67	557	
Périmètre de protection Rapproché		AD 71	4 470	
Périmètre de protection Rapproché		AD 73	2 009	
Périmètre de protection Rapproché		AA 30	2 165	
Terrain nu		AD 37	1 161	
Terrain nu		AD 44	113	
Terrain nu		AE 10	115	
Terrain nu		AE 12	21	
Terrain nu		AH 32	490	
Terrain nu		AH 33	2 970	
Terrain nu		AH 34	6 630	
Terrain nu		AH 47	207	
Terrain nu		AH 48	95	
Canalisation D800 x 2		AE 38	3 137	
Canalisation D800 x 3		AR 166	3 104	
Canalisation D800 x 3		AR 170	3 868	
Terrain nu		AR 221	447	

3. Biens situés sur la commune de La Valette

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
Unité de Traitement de Baudouvin	chemin Roberti	AB 54 et 55 AC 23	3286	
Usine de La Valette	chemin de l'ozone	AD 1, 519, 520, 521, 523	47908	logement gardien Véolia T4 passerelle Birdz
canalisation aqueduc Carcès		OB 1156	1407	
canalisation aqueduc Carcès		OB 1176	821	
canalisation aqueduc Carcès		OB 1203	312	
canalisation aqueduc Carcès		OB 4397	538	
canalisation aqueduc Carcès		OB 4399	3684	
canalisation aqueduc Carcès		AB 60	583	
canalisation aqueduc Carcès		AB 86	1177	
canalisation aqueduc Carcès		AE 177	430	
canalisation aqueduc Carcès		AK 1	1063	
canalisation aqueduc Carcès		AK 31	2995	
canalisation aqueduc Carcès		AL 1	452	
canalisation aqueduc Carcès		AL 24	2536	
canalisation aqueduc Carcès		BK 17	69	
canalisation aqueduc Carcès		BK 191	232	
canalisation aqueduc Carcès		BK 39	666	
canalisation aqueduc Carcès		BK 43	490	

4. Biens situés sur la commune de La Farlède

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
canalisation aqueduc Carcès		BI 8	1444	
canalisation aqueduc Carcès		BI 145	499	
canalisation aqueduc Carcès		BL 7	6638	
canalisation aqueduc Carcès		BM 68	1045	
canalisation aqueduc Carcès		BM 77	2454	
canalisation aqueduc Carcès		BM 87	609	
canalisation aqueduc Carcès		BM 133	2793	

- Liste des biens proposés ne disposant que d'un droit de servitude (sans transfert de propriété)

<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
canalisation aqueduc Carcès		BI 177	199	
canalisation aqueduc Carcès		BI 178	109	
canalisation aqueduc Carcès		BI 179	497	

5. Biens situés sur la commune de Solliès Ville

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
Surpresseurs des Laures	Hameau Les Laures	D 959	400	
Surpresseur Solliès Ville	impasse Jacques Cerri	AK 144	2 909	HS à déconnecter
canalisation aqueduc Carcès		OD 836	2150	
canalisation aqueduc Carcès		OD 844	2515	
canalisation aqueduc Carcès		AH 10	272	
canalisation aqueduc Carcès		AH 11	323	
canalisation aqueduc Carcès		AH 25	1120	
canalisation aqueduc Carcès		AH 58	800	
canalisation aqueduc Carcès		AK 24	579	
canalisation aqueduc Carcès		AK 27	19	
canalisation aqueduc Carcès		AK 35	575	
canalisation aqueduc Carcès		AK 203	220	
canalisation aqueduc Carcès		AL 3	1182	

- Liste des biens proposés ne disposant que d'un droit de servitude (sans transfert de propriété)

<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
canalisation aqueduc Carcès		D 1861	9601	
canalisation aqueduc Carcès		D 1863	19088	
canalisation aqueduc Carcès		D 1865	1213	
canalisation aqueduc Carcès		AH 14	7549	
canalisation aqueduc Carcès		AK 30	3521	

6. Biens situés sur la commune de Solliès Pont

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
Décharge Vanne Eau Brute	chemin des oiseaux	Solliès pont DP à côté AN 18		
canalisation aqueduc Carcès		0A 3271	7029	
canalisation aqueduc Carcès		AB 20	1058	
canalisation aqueduc Carcès		AB 417	160	
canalisation aqueduc Carcès		AI 84	295	
canalisation aqueduc Carcès		AO 8	830	

- Liste des biens proposés ne disposant que d'un droit de servitude (sans transfert de propriété)

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
canalisation aqueduc Carcès		AB 154	721	
canalisation aqueduc Carcès		AB 230	838	
canalisation aqueduc Carcès		AB 286	892	
canalisation aqueduc Carcès		AB 415	259	
canalisation aqueduc Carcès		AB 416	259	
canalisation aqueduc Carcès		AH 6	354	
canalisation aqueduc Carcès		AH 7	2923	
canalisation aqueduc Carcès		AH 140	2611	
canalisation aqueduc Carcès		AH 333	76	
canalisation aqueduc Carcès		AH 461	246	
canalisation aqueduc Carcès		AH 462	32	
canalisation aqueduc Carcès		AI 68	742	
canalisation aqueduc Carcès		AI 69	36	
canalisation aqueduc Carcès		AI 76	1014	
canalisation aqueduc Carcès		AI 79	1815	
canalisation aqueduc Carcès		AI 103	597	
canalisation aqueduc Carcès		AI 153	6382	
canalisation aqueduc Carcès		AI 193	262	

canalisation aqueduc Carcès		AI 196	119	
<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
canalisation aqueduc Carcès		AI 199	123	
canalisation aqueduc Carcès		AI 194	27779	
canalisation aqueduc Carcès		AI 195	586	

7. Biens situés sur la commune de Cuers

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
Surpresseur de Cuers	chemin du Haut passage Redon	AK 10 et 11	519 m2	HS à déconnecter et à démolir
canalisation aqueduc Carcès		OC 186	1935	
canalisation aqueduc Carcès		OC 360	988	
canalisation aqueduc Carcès		OC 810	458	
canalisation aqueduc Carcès		OC 815	1281	
canalisation aqueduc Carcès		OC 843	1046	
canalisation aqueduc Carcès		OC 848	1254	
canalisation aqueduc Carcès		OC 858	1079	
canalisation aqueduc Carcès		OC 1002	1920	
canalisation aqueduc Carcès		OC 1955	584	
canalisation aqueduc Carcès		OC 1957	1764	
canalisation aqueduc Carcès		OG 514	1180	
canalisation aqueduc Carcès		OG 574	1745	
canalisation aqueduc Carcès		OG 581	1183	
canalisation aqueduc Carcès		OG 649	4397	
canalisation aqueduc Carcès		OG 673	2480	
canalisation aqueduc Carcès		OG 927	3863	
canalisation aqueduc Carcès		OG 967	3706	
canalisation aqueduc Carcès		AD 42	131	
canalisation aqueduc Carcès		AD 64	1369	
canalisation aqueduc Carcès		AD 69	422	
canalisation aqueduc Carcès		AD 72	196	
canalisation aqueduc Carcès		AD 120	1041	
canalisation aqueduc Carcès		AD 131	761	
canalisation aqueduc Carcès		AI 44	1170	
canalisation aqueduc Carcès		AI 112	1116	
canalisation aqueduc Carcès		AK 321	3873	

- Liste des biens proposés ne disposant que d'un droit de servitude (sans transfert de propriété)

<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
canalisation aqueduc Carcès		0C 148	1301	
canalisation aqueduc Carcès		0C 153	338	
canalisation aqueduc Carcès		0C 165	750	

8. Biens situés sur la commune de Puget Ville

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
Surpresseur de Puget Ville	Le Maire des Eaux	B 497, 1026	618 m2	
canalisation aqueduc Carcès		0A 83	89 m2	
canalisation aqueduc Carcès		0A 88	910	
canalisation aqueduc Carcès		0A 98	604	
canalisation aqueduc Carcès		0A 99	253	
canalisation aqueduc Carcès		0A 132	1744	
canalisation aqueduc Carcès		0A 141	514	
canalisation aqueduc Carcès		0A 144	16	
canalisation aqueduc Carcès		0A 161	2652	
canalisation aqueduc Carcès		0A 182	1346	
canalisation aqueduc Carcès		0A 195	760	
canalisation aqueduc Carcès		0A 278	471	
canalisation aqueduc Carcès		0A 281	287	
canalisation aqueduc Carcès		0A 282	751	
canalisation aqueduc Carcès		0A 289	319	
canalisation aqueduc Carcès		0A 352	1396	
canalisation aqueduc Carcès		0A 360	304	
canalisation aqueduc Carcès		0A 363	225	
canalisation aqueduc Carcès		0A 687	1351	
canalisation aqueduc Carcès		0A 695	1697	
canalisation aqueduc Carcès		0A 716	1595	
canalisation aqueduc Carcès		0A 755	217	
canalisation aqueduc Carcès		0A 803	1320	
canalisation aqueduc Carcès		0A 804	337	
canalisation aqueduc Carcès		0A 833	219	
canalisation aqueduc Carcès		0A 837	1120	
canalisation aqueduc Carcès		0A 847	630	
canalisation aqueduc Carcès		0A 848	836	
canalisation aqueduc Carcès		0A 857	1195	
canalisation aqueduc Carcès		0A 1233	4835	
canalisation aqueduc Carcès		0A 1311	195	

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
canalisation aqueduc Carcès		0A 1312	118	
canalisation aqueduc Carcès		0A 1361	950	
canalisation aqueduc Carcès		0A 1362	80	
canalisation aqueduc Carcès		0A 1405	1935	
canalisation aqueduc Carcès		0B 214	1169	
canalisation aqueduc Carcès		0B 397	4325	
canalisation aqueduc Carcès		0B 429	1695	
canalisation aqueduc Carcès		0B 447	56	
canalisation aqueduc Carcès		0B 448	138	
canalisation aqueduc Carcès		0B 491	3303	
canalisation aqueduc Carcès		0B 494	39	
canalisation aqueduc Carcès		0B 591	2421	
canalisation aqueduc Carcès		0B 674	3141	
canalisation aqueduc Carcès		0B 691	491	
canalisation aqueduc Carcès		0B 692	523	
canalisation aqueduc Carcès		0B 702	1484	
canalisation aqueduc Carcès		0B 961	484	
canalisation aqueduc Carcès		0B 1002	136	
canalisation aqueduc Carcès		0B 1004	130	
canalisation aqueduc Carcès		0B 1033	4909	
canalisation aqueduc Carcès		0B 1035	230	
canalisation aqueduc Carcès		0B 1037	89	
canalisation aqueduc Carcès		0B 1039	532	
canalisation aqueduc Carcès		0B 1041	1586	

9. Biens situés sur la commune de Carnoules

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
canalisation aqueduc Carcès		0A 57	1370	
canalisation aqueduc Carcès		0A 92	2425	
canalisation aqueduc Carcès		0A 99	1180	
canalisation aqueduc Carcès		0A 104	1820	
canalisation aqueduc Carcès		0A 200	4540	
canalisation aqueduc Carcès		0A 276	1555	
canalisation aqueduc Carcès		0A 291	1720	
canalisation aqueduc Carcès		0A 467	981	
canalisation aqueduc Carcès		0A 488	1715	
canalisation aqueduc Carcès		0A 497	1955	
canalisation aqueduc Carcès		0A 563	538	
canalisation aqueduc Carcès		0A 577	3225	
canalisation aqueduc Carcès		0A 591	3904	
canalisation aqueduc Carcès		0A 630	4376	

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
canalisation aqueduc Carcès		0A 714	3270	
canalisation aqueduc Carcès		0A 734	2180	
canalisation aqueduc Carcès		0A 826	810	

10. Biens situés sur la commune de Besse sur Issole

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
canalisation aqueduc Carcès		0B 23	3370	
canalisation aqueduc Carcès		0B 28	1050	
canalisation aqueduc Carcès		0B 55	3670	
canalisation aqueduc Carcès		0B 500	150	
canalisation aqueduc Carcès		0B 502	1035	
canalisation aqueduc Carcès		0C 11	2120	
canalisation aqueduc Carcès		0C 21	2320	
canalisation aqueduc Carcès		0C 50	1430	
canalisation aqueduc Carcès		0C 112	770	
canalisation aqueduc Carcès		0C 116	955	
canalisation aqueduc Carcès		0C 294	110	
Terrain nu		0C 298	690	Hors emprise
canalisation aqueduc Carcès		0C 311	1835	
canalisation aqueduc Carcès		0C 346	4850	
vignes		0C 1378	449	hors emprise
canalisation aqueduc Carcès		0C 1987	1007 m2	
canalisation aqueduc Carcès		0D 469	530	
canalisation aqueduc Carcès		0D 500	10000	

- Liste des biens proposés ne disposant que d'un droit de servitude (sans transfert de propriété)

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
canalisation aqueduc Carcès		0A 386	4310	
canalisation aqueduc Carcès		0B 641	2570	
canalisation aqueduc Carcès		0C 1986	302	

11. Biens situés sur la commune de Flassans

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
canalisation aqueduc Carcès		OD 601	482	
voirie		OD 602	762	Hors emprise
canalisation aqueduc Carcès		OE 78	3950	
canalisation aqueduc Carcès		OE 306	1170	
canalisation aqueduc Carcès		OE 456	74	
canalisation aqueduc Carcès		OE 570	3852	
canalisation aqueduc Carcès		OE 627	1412	
canalisation aqueduc Carcès		OE 635	3585	
canalisation aqueduc Carcès		OF 108	3700	
canalisation aqueduc Carcès		OF 141	3300	
canalisation aqueduc Carcès		OF 152	3070	
canalisation aqueduc Carcès		OF 193	2400	
canalisation aqueduc Carcès		OF 228	1300	
canalisation aqueduc Carcès		OH 9	8220	
canalisation aqueduc Carcès		OH 107	375	
canalisation aqueduc Carcès		OH 137	5050	
canalisation aqueduc Carcès		OH 187	3800	
canalisation aqueduc Carcès		OH 189	95	
canalisation aqueduc Carcès		OH 193	920	
canalisation aqueduc Carcès		OH 208	8500	

12. Biens situés sur la commune de Cabasse

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
Usine de Carces ou de Brauch et station de pompage	RD 24 de Brignoles à Cabasse par Vins	OA 223	2 400	logement T3 à usage de bureaux
Transformateur électrique	RD 24 de Brignoles à Cabasse par Vins	F 986 F 1162	172 611	
Périmètre de protection rapprochée (PPR) A		OA 215	15499	bois
PPR A		OA 216	3455	bois

<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
PPR A		0A 216	3455	bois
PPR A		0A 217	1777	bois
Issole		0A 222	45806	
Lac de Carcès		0A 224	256370	
PPR A		0A 337	19	bois
Berge Issole PPR A		0A 405	600	
Berge Issole PPR A		0A 407	535	
Berge Issole PPR A		0A 409	1075	
Berge Issole PPR A		0A 411	225	
Berge Issole PPR A		0A 413	423	
Berge Issole PPR A		0A 415	650	
Berge Issole PPR A		0A 417	225	
Berge Issole PPR A		0A 419	400	
Berge Issole PPR A		0A 421	1480	
Berge Issole PPR A		0A 423	100	
Berge Issole PPR A		0A 425	1050	
PPR A		0A 427	250	bois
Berge Issole PPR A		0A 429	1180	
canalisation aqueduc Carcès		0F 305	976	
canalisation aqueduc Carcès		0F 316	850	
canalisation aqueduc Carcès		0F 349	3355	
canalisation aqueduc Carcès		0F 376	4514	
bois non lié canal		0F 377	733	
canalisation aqueduc Carcès		0F 800	575	
canalisation aqueduc Carcès		0F 803	1432	
canalisation aqueduc Carcès		0F 832	2000	
canalisation aqueduc Carcès		0F 839	946	
canalisation aqueduc Carcès		0F 880	8405	
canalisation aqueduc Carcès		0F 926	3948	
Berge Caramy PPR A		0F 963	13663	
PPR A B		0F 986	129362	bois
PPR B		0F 988	16328	bois
canalisation aqueduc Carcès		0F 989	1816	
canalisation aqueduc Carcès		0F 991	1064	
canalisation aqueduc Carcès		0F 992	2570	
PPR B		0F 993	1903	bois
PPR B		0F 994	456	bois
canalisation aqueduc Carcès		0F 995	11371	
Berge Issole PPR A		0F 996	7873	
Berge Issole PP Immédiate		0F 997	2360	
Berge Issole PP Immédiate		0F 998	1440	
Berge Issole PP Immédiate		0F 999	794	
Fontaine d'Ajonc		0F 1000	374	

<i>Description du bien</i>	<i>nom de la voie</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Superficie m2</i>	<i>Observations</i>
PP Immédiate		OF 1001	2582	pré
Berge Issole PP Immédiate		OF 1002	2256	
PP Immédiate		OF 1003	12145	pré
PP Immédiate		OF 1004	9970	bois
PP Immédiate		OF 1005	6355	bois
PP Immédiate		OF 1006	258	bois
PP Immédiate		OF 1007	1982	bois
PP Immédiate		OF 1008	1690	bois
PP Immédiate		OF 1093	22730	bois
canalisation aqueduc Carcès		OF 1095	8164	
PPR B		OF 1096	11857	bois
PPR B		OF 1097	72019	bois
canalisation aqueduc Carcès		OF 1100	147	
PPR B		OF 1103	768	bois
canalisation aqueduc Carcès		OF 1104	2213	
canalisation aqueduc Carcès		OF 1119	724	
canalisation aqueduc Carcès		OF 1122	1628	
Berge Caramy PPR A		OF 1161	7515	
PPR B		OF 1164	89611	
Berge Issole PPR A		OF 1479	90	
Berge Issole PPR A		OF 1483	60	
Berge Issole PPR A		OF 1485	55	
Berge Issole PPR A		OF 1491	220	
Berge Issole PPR A		OF 1493	350	
Berge Issole PPR A		OF 1497	160	
Berge Issole PPR A		OF 1499	275	
Berge Issole PPR A		OF 1501	195	
Berge Issole PPR A		OF 1503	250	
Berge Issole PPR A		OF 1505	200	
Berge Issole PPR A		OF 1507	125	
Berge Issole PPR A		OF 1509	115	
Berge Issole PPR A		OF 1511	75	
Berge Issole PPR A		OF 1513	210	
Berge Issole PPR A		OF 1517	135	
Berge Issole PPR A		OF 1519	625	
canalisation aqueduc Carcès		OF 1523	3450	
PPR B		OF 1525	768	bois

- Liste des biens proposés ne disposant que d'un droit d'occupation (sans transfert de propriété)

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
Station de Pompage de Combecave	D 13 Combecave	A 335 partie		ppté commune Cabasse convention

13. Biens situés sur la commune de Carcès

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
la Digue	RD 13 Les Lones	D 900	4 059 m2	
bois		0C 739	1700	
bois		0C 740	2253	
bois		0C 741	3170	
bois		0C 742	6480	
voirie		0C 747	420	
bois, voirie, Périmètre Protection Rapprochée (PPR) A		0C 854	1440	
bois, voirie, PPR A		0C 865	1530	
bois, PPR A		0C 1043	615	
bois, PPR A		0C 1047	358	
bois, voirie, PPR A		0C 1049	5750	
bois, PPR A B		0C 1051	2955	
bois, PPR A		0C 1054	183	
bois		0D 884	3890	
bois		0D 885	4080	
bois		0D 886	1912	
bois		0D 887	1630	
bois		0D 888	2429	
bois		0D 893	2570	
bois		0D 895	20340	
bois, PPR B		0D 896	183	
bois, rive lac, PPR A		0D 897	1440	
évacuateur crues, PP Immédiate		0D 898	7210	
piéd digue PPR B		0D 899	5610	
rive lac, PP I		0D 901	1063	
rive lac, PP I		0D 902	990	
lac		0D 903	427750	
rive lac, PPR A		0D 904	2260	
rive lac, PPR A		0D 905	860	

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
rive lac, PPR A		OD 906	1420	
rive lac, PPR A		OD 907	1046	
rive lac, PP I, PPR A		OD 908	2506	
rive lac, PPR A		OD 909	8310	
rive lac, PPR A		OD 910	552	
rive lac, PPR A		OD 911	272	
rive lac, PPR A		OD 1198	200	
rive lac, PPR A		OD 1199	1092	
rive lac, PPR A		OD 1200	362	
rive lac, PP I		OD 1203	5560	
lac		OD 1204	162470	
rive lac, PP I		OD 1205	476	
rive lac, PP I		OD 1206	4935	
rive lac, PP I		OD 1207	7013	
rive lac, PP I		OD 1208	57	
rive lac, PP I		OD 1209	8723	
rive lac, PP I		OD 1210	5830	
rive Caramy, PP I		OD 1211	32	
rive Caramy, PP I		OD 1212	16090	
rive Caramy, PP I		OD 1213	15450	
rive Caramy, PP I		OD 1596	588	
rive Caramy, PP I		OD 2148	1410	

14. Biens situés sur la commune de Vins sur Caramy

- Liste des biens proposés au transfert en pleine propriété

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
Berge Caramy	le Darnavessier	D 691	3540	

- Liste des biens proposés ne disposant que d'un droit d'occupation (sans transfert de propriété)

Description du bien	nom de la voie	Références cadastrales	Superficie m2	Observations
Station de Pompage de Vins	angle Ch dit de St Chrisophe et carraire et ruisseau la Cressonnière	A 1142 partie	Ppté Vins	ppté Vins convention d'occupation

MANDAT

(Important : un exemplaire de ce mandat doit être dûment rempli et signé par chaque ayant droit du terrain sur lequel porte la demande d'autorisation de défrichement : qu'il soit propriétaire, copropriétaire, indivisaire, nu-propriétaire ou usufruitier).

Je soussigné(e) : Camille BONNAIRE, assistée par Mme ESTIVAL-COIFFET
Nom et prénom ou Raison sociale (1) : Muriel BONNAIRE

Date et lieu de naissance (2) : ou **Numéro de Siret (3) :**
10/07/1932 à FLASSANS-SUR-ISSOLE et 21/03/1964 à BRIGNOLES

Adresse : 34 Rue de la République à FLASSANS-SUR-ISSOLE 83340 (pour Muriel BONNAIRE)
EHPAD L'ESCANDIHADO 560 Avenue Général de Gaulle à FLASSANS-SUR-ISSOLE (83340) (pour Camille BONNAIRE)
Code postal : 833440 **Ville :** FLASSANS-SUR-ISSOLE

(1) Nom et prénom du représentant légal ou de la personne habilitée.

(2) Si l'ayant droit est une personne physique.

(3) Si l'ayant droit est une personne morale (collectivité, entreprise).

ayant droit sur le(s) terrain(s) cadastré(s) suivant(s) :

- Commune(s) : FLASSANS-SUR-ISSOLE
- Section(s) et numéro(s) de parcelle(s) : H n° 114

donne mandat à :

Nom et prénom ou Raison sociale (1) : Métropole Toulon Provence Méditerranée

Date de naissance et lieu (2) : ou **Numéro de Siret (3) :** 24830054300217

Adresse : 107 Boulevard Henri Fabre CS 30 536

Code postal : 83041 **Ville :** TOULON CEDEX 9

(1) Nom et prénom du représentant légal ou de la personne habilitée.

(2) Si le mandataire est une personne physique.

(3) Si le mandataire est une personne morale (collectivité, entreprise).

Pour déposer une demande d'autorisation de défrichement sur ce terrain.

Nous certifions avoir tous deux pris connaissance que le mandataire ainsi désigné sera le demandeur et le bénéficiaire de l'éventuelle autorisation de défrichement délivrée sur ce terrain et sera redevable en conséquence des conditions liées à l'autorisation de défrichement (notamment, l'exécution de travaux compensatoires ou le versement d'une indemnité équivalente au fonds stratégique de la forêt et du bois) en vertu de l'article L.341-6 du Code Forestier.

Fait à Bras

le 05/09/2022

Signature de l'ayant droit :

Bonnaire
HBonnaire

Béatrice ESTIVAL-COIFFET
Mandataire Judiciaire
à la Protection des Majeurs
Chemin de Pied Roubert
83149 BRAS
N° SIRET 535 382 238 00017

**Signature du mandataire
(demandeur de l'autorisation de défrichement) :**

Estival